tiercé : LA COURSE AUX ILLUSIONS

(DOSSIER Pages 9 à 13)

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 374 - 1er novembre 1975 - prix : 3 F

LIBAN : les pauvres ne se laissent pas désarmer

P. 3

la plus vieille dictature d'Europe agonise

la bourgeoisie s'inquiète

sommaire

DANS LE MONDE

Pages 4 et 5 :
— **De l'Espagne de Franco... à l'Espagne sans Franco.**
Page 6 :
— **Inde : misère et répression.**
— **RFA : le libéralisme à l'œuvre.**
— **Porto Rico contre le colonialisme américain.**

EN FRANCE

Page 7 :
— **Defferre ne veut pas de programme commun municipal.**
— **Quand le PCF soutient un opposant soviétique.**
Page 8 :
— **Bigeard dépressif !**
— **L'affaire Ben Barka.**
Page 20 :
— **Bretagne : la régionalisation a-t-elle un avenir ?**
— **Saint-Pierre-et-Miquelon : de nouveaux statuts pour la même réalité.**
Pages 14 à 17 :
DANS LES ENTREPRISES
— **Air France : troisième semaine de grève à Orly-Nord.**
— **Les Blanchisseries de Pantin en grève.**
— **Au CEA : petits fours pour les invités, coups de matraque pour les travailleurs.**
— **Rhône-Poulenc : la répression n'a rien réglé.**
— **Bernard-Moteurs : un désaveu des pratiques antidémocratiques.**
— **Hôpital de la Croix-Rousse à Lyon : deux militantes exclues de la CGT.**
— **Hôpital de la Tronche à Grenoble : non à la dégradation des conditions de travail.**
— **Condamnation du directeur de la SNIAS-Marignane.**
— **Chausson : premières élections après la grève.**

DOSSIER

Pages 9 à 13 :
— **Dossier : les courses, le tiercé.**

DIVERS

Page 18 :
— **L'après-franquisme aux Dossiers de l'écran.**
— **Films :** Oh ! America ; Catherine et compagnie.

lutte ouvrière

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O. - Département Offset-Presse
4 ter, rue du Boulol, Paris

Imprimé par Graphic-Presse - Epinay

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

ESPAGNE LA GRANDE PEUR DE LA BOURGEOISIE... ET SES RAISONS

LA maladie qui a frappé Franco le 20 octobre a visiblement plongé les gouvernants et les possédants d'Espagne dans une profonde inquiétude. Au point que chaque mouvement de paupière du dictateur agonisant a donné lieu à un communiqué médical annonçant triomphalement une amélioration de son état de santé et que l'on a fait porter en toute urgence, au palais du Pardo, le manteau-relique de la « Vierge du Pilier », dans l'espoir d'un miracle. Et cette inquiétude des possédants espagnols, qui se demandent si la mort du dictateur ne va pas entraîner des mouvements sociaux que la dictature usée et privée de tête serait incapable de contenir, est partagée par toutes les bourgeoisies européennes, qui savent bien que de tels mouvements ne seraient pas sans influence dans leurs pays.

Par rapport à la maladie dont Franco avait souffert en juillet 1974 et qui avait suffisamment menacé sa vie pour poser ouvertement le problème de la succession, l'inquiétude des bourgeois espagnols et européens paraît d'ailleurs beaucoup plus vive aujourd'hui. Et ce n'est pas par hasard. C'est parce que l'évolution de la situation portugaise a concrètement montré, depuis, quels problèmes pouvait poser aux classes possédantes la fin d'une dictature.

Ce que craignent les dirigeants espagnols et leurs collègues européens, c'est bien sûr l'explosion que peut faire naître l'annonce de la mort d'un dictateur vomi par de larges couches de la population. Et la mort de Franco, cela peut en effet susciter parmi les opprimés et les exploités d'Espagne une vague d'espoir. Ce peut être, au Pays basque, le signal d'un véritable soulèvement. Ce peut être, à Madrid, aux Asturies ou en Catalogne, le signal de luttes ouvrières d'envergure.

Mais ce que craignent aussi tous les gouvernants, c'est les problèmes que la succession peut poser à plus long terme, même dans le cas où, dans l'immédiat, elle ne donnerait lieu à aucune difficulté. Et c'est sur ce plan-là que l'exemple du Portugal est pour eux inquiétant.

La disparition de Salazar de la scène politique n'avait en effet, au moins apparemment, entraîné aucune difficulté particulière. Caetano avait, à sa suite, assumé la totalité des pouvoirs pendant six ans. Mais à partir du moment où l'armée (justement encouragée, peut-être, par ce calme social) a renversé Caetano, le Portugal est entré dans un processus que les militaires semblent bien incapables, pour le moment du moins, de reprendre en main. C'est que passer d'une dictature usée, encombrante pour la bourgeoisie elle-même, à un régime plus démocratique, du type de celui qui existe en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, n'est pas si facile. En effet, si dans ces derniers pays la bourgeoisie jouit d'un calme social relatif, ce n'est pas dû aux vertus de Constitutions plus démocratiques, mais à la chape de plomb que les appareils bureaucratiques font peser sur le mouvement ouvrier, à l'existence de multiples politiciens professionnels, formés à l'école du parlementarisme et aptes à endormir les travailleurs. Parce que ce sont ces appareils et ces hommes qui sont finalement les meilleurs soutiens de l'ordre capitaliste.

Au Portugal, le réformisme en tant que courant politique existait certes. Mais la politique réformiste n'était pas servie par des appareils puissants, capables de contenir les revendications ouvrières. Et la situation est la même en Espagne, avec cette différence que la classe ouvrière espagnole est infiniment plus nombreuse que la classe ouvrière portugaise, que son poids spécifique dans le pays est bien plus important et qu'elle est, géographiquement et politiquement, bien plus proche de la classe ouvrière des autres pays européens.

Alors, entre le maintien d'une dictature usée, qui peut demain craquer d'un seul coup devant des mouvements populaires, être incapable de les maîtriser, et la mise en place d'un système parlementaire, plus souple mais susceptible d'entraîner toute une mobilisation de la classe ouvrière, la bourgeoisie espagnole et ses conseillers, européens et américain, n'ont pas fini d'hésiter et de s'inquiéter.

Arlette LAGUILLER.

VOIR PAGES 4 ET 5 : « *DE L'ESPAGNE DE FRANCO... A L'ESPAGNE SANS FRANCO* ».

Portugal La hiérarchie militaire tente de normaliser l'armée

Malgré le succès de la manifestation organisée en sa faveur, l'autorité du gouvernement d'Azevedo demeure toujours aussi fragile. Il n'a pas su parer au camouflet reçu lors de l'occupation de Radio Renaissance par les commissions de travailleurs. Il a reçu un autre camouflet avec l'occupation de la préfecture de Faro.

Azevedo semble durer surtout parce que personne ne prend le relais.

Dans le camp de la bourgeoisie, le problème-clé reste celui du rétablissement de la discipline dans l'armée. Il ne peut pas y avoir à la crise de solution bourgeoise, du moins de solution différente d'un quelconque replâtrage sur la base d'un nouveau dosage de la coalition gouvernementale, sans que la discipline se rétablisse dans l'armée, sans que celle-ci redevienne un instrument docile aux mains de la hiérarchie militaire.

C'est dans ce sens qu'allait, au cours des semaines passées, l'initiative de créer un groupement militaire d'intervention sûr, l'AMI. C'est dans ce sens que va, cette semaine, la décision de démobiliser un certain nombre de soldats, évidemment dans les unités les moins soumises à l'autorité de la hiérarchie. C'est dans ce sens-là que vont les soins particuliers dont sont l'objet la Police de sécurité publique et la Garde nationale républicaine, à la fois sur le plan matériel (ces forces de répression non touchées par la contestation viennent de recevoir des armements modernes) et sur le plan politique (multiplication de déclarations en faveur de ces unités). Pour tenter de donner à ces initiatives le label révolutionnaire devant l'opinion publique, la télévision vient d'ailleurs de lancer une série d'émissions hebdomadaires consacrées **« à la discipline militaire en tant que qualité essentielle d'une armée chargée de défendre la révolution ».**

Face à ces initiatives menaçantes qui, si elles aboutissaient, ouvriraient la possibilité d'un coup de force militaire, la principale garantie de la classe ouvrière est sa propre mobilisation et celle des soldats contre la hiérarchie.

Bien des initiatives du Parti Communiste Portugais et des organisations d'extrême-gauche sont sans doute critiquables parce que, pour des raisons différentes, ni les uns ni les autres ne tiennent compte dans leurs initiatives des aspirations de la grande majorité de la classe ouvrière et de la population laborieuse.

Il n'en reste pas moins que c'est parce que l'extrême-gauche et, dans une certaine mesure, le Parti Communiste mobilisent les éléments les plus radicaux de la classe ouvrière et des soldats que le sommet de l'Etat ne peut pas faire n'importe quoi contre les travailleurs.

Cela dit, la perspective d'une solution de la crise favorable aux classes laborieuses ne sera ouverte que lorsque la classe ouvrière se sera donné des organes de pouvoir propres et posera sa candidature à la direction du pays. C'est-à-dire lorsque la fraction avancée des travailleurs aura gagné les autres.

Georges KALDY.

Cette semaine au Portugal

Vendredi 24 octobre : **mise en état d'alerte des troupes à l'initiative du COPCON (force d'intervention dirigée par le courant dit progressiste du MFA), à la suite d'une série d'attentats à la bombe revendiquée par l'extrême-droite.**

Samedi 25 octobre : **manifestation à Porto en faveur du gouvernement Azevedo, organisée par le Parti Socialiste, le Parti Populaire Démocratique (PPD), le Centre Démocratique et Social (CDS) et le Parti Populaire Monarchiste. Participation estimée à 50.000 manifestants. C'est la première fois que le PS s'associe publiquement à deux formations de droite, non membres de la coalition gouvernementale.**

— Même jour : **manifestation à Lisbonne de réfugiés d'Angola aux cris de** « Vive Spinola », « Vive le FNLA » **(organisation nationaliste angolaise pro-américaine),** « Vive l'ELP » **(groupement d'extrême-droite clandestin).**

Dimanche 26 octobre : **des membres des commissions populaires, soutenus par le PC et par le Front d'Unité Révolutionnaire (qui regroupe plusieurs organisations d'extrême-gauche), occupent le gouvernement civil (préfecture) de Faro, pour empêcher l'entrée en fonctions d'un nouveau préfet. Les troupes interviennent pour évacuer les lieux.**

— **Par ailleurs, décision de démobiliser plusieurs milliers de soldats. La décision affectera l'armée de terre essentiellement, l'armée dont les hommes de troupe sont les plus contestataires.**

Mercredi 29 octobre : **manifestation à Porto organisée par la commission de lutte des soldats des deux régiments en lutte contre la hiérarchie, manifestation appuyée par des commissions de travailleurs, par des organisations d'extrême-gauche, mais pas par le PC. Plusieurs centaines de soldats en uniforme et quelques milliers de civils y participent.**

LE LIBAN EN GUERRE CIVILE

Alors que la guerre civile fait rage au Liban plus que jamais, de nombreuses voix plus ou moins hypocrites se font entendre pour déplorer la persistance de cette situation d'affrontement. Dans les milieux d'affaires de Beyrouth, comme dans les capitales du monde arabe et dans les journaux occidentaux, on regrette le sort de Beyrouth et du Liban. On regrette que ce pays, que l'on surnommait la « Suisse du Proche-Orient » soit maintenant à feu et à sang. On regrette que les banques de Beyrouth, qui sont traditionnellement le lieu de confortables négoces, soient depuis longtemps fermées, suite aux combats. A tel point qu'une bonne partie des richards, banquiers et affairistes internationaux qui peuplent les beaux quartiers de la ville ont pris depuis longtemps le large vers des cieux plus hospitaliers.

Mais la population libanaise avait-elle le choix ? Depuis plusieurs mois, les groupes armés de l'extrême-droite, appuyés par l'armée, le gouvernement et les milieux d'affaires, préparaient ouvertement un coup de force contre la gauche et la résistance palestinienne. Ce massacre rencontrait l'assentiment de tous ceux qui dans les capitales arabes et occidentales versent aujourd'hui des larmes de crocodile sur la situation du pays.

Mais au Liban, la gauche ne s'est pas laissé faire. Ses milices, alliées à celles de la résistance palestinienne, ont rendu coup pour coup aux « phalanges » de l'extrême-droite. Et, au fond, c'est cela que regrettent tous les possédants de la région et les gouvernants impérialistes. Ils regrettent que, comme au Chili, en Espagne, en Grèce ou en Jordanie, le coup de force n'ait pas réussi à écraser la gauche. Car alors, selon eux, la « paix » règnerait pour leurs affaires et leurs capitaux. Mais pas pour les travailleurs massacrés ou jetés dans des camps de concentration !

Alors oui, les travailleurs, la gauche libanaise et la résistance palestinienne se battent, car ils savent qu'ils n'ont pas d'autre choix. Et nous, si nous regrettons une chose, c'est seulement qu'ils n'aient pas encore les moyens, politiques et militaires, d'écraser définitivement les bandes armées réactionnaires qui veulent les massacrer.

André FRYS.

Mort dans les locaux de la police : personne n'est responsable

Un non-lieu dégageant les fonctionnaires de la police de toute responsabilité : ainsi s'est terminée l'enquête sur la mort du militant anarchiste Giuseppe Pinelli dans les locaux de la police de Milan, en décembre 1969.

A la suite de l'explosion d'une bombe, qui fit douze morts, à la Banque de l'Agriculture de Milan, Pinelli avait été arrêté. Trois jours plus tard, il faisait une chute mortelle du haut de l'immeuble de la police. Selon le juge d'instruction qui vient de clore l'enquête, Pinelli ne s'est pas jeté par la fenêtre pour se suicider. Il n'a pas non plus été poussé. Il a tout simplement été « pris de malaise et a fait une chute accidentelle par dessus le rebord de la fenêtre ».

Comme c'est commode ! La police s'est acharnée à trouver des coupables à gauche — alors que comme cela a été confirmé par la suite, c'est l'extrême-droite qui avait organisé l'attentat. Il est mort alors qu'il était aux mains de la police. Mais personne n'est responsable !

Ce n'est pas sur la justice italienne qu'il faut compter pour combattre les crimes d'une police gangrenée par le fascisme. Car l'appareil judiciaire est atteint du même mal.

Qui sème le vent...

En quelques jours, deux ambassadeurs de Turquie ont été victimes d'attentats terroristes, l'un à Vienne, l'autre à Paris.

Et, dans toutes les capitales, les mesures de sécurité sont renforcées autour des ambassades, tandis qu'à Paris comme à Vienne l'enquête policière piétine.

Elle piétine d'autant plus que deux organisations différentes, l'une chypriote grecque et l'autre arménienne, ont revendiqué l'attentat de Paris et que le nombre des gens qui pourraient être tentés de manifester leur hostilité à la politique du gouvernement turc est encore plus grand.

Cela s'explique par le caractère même de la politique du gouvernement turc et par le régime de dictature qui règne là-bas, par la répression, les exactions, les attentats commis contre la liberté des peuples et des individus.

Les représentants d'un tel régime en assument les responsabilités. A ce titre, ils sont la cible des mécontents et des terroristes, même de droite. On ne sème pas impunément la terreur et la haine.

CHILI

Les hypocrites

En recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur du Chili à Paris, Giscard, qui voudrait bien passer pour un grand démocrate, a tenu à faire un geste. Il a poliment demandé que tous les prisonniers politiques au Chili soient libérés.

Le changement d'attitude de la France par rapport au Chili est-il dû à un remord politique tardif de Giscard ? Ou au fait que les Etats-Unis avaient donné le feu vert ?

En effet, les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils ne participeraient pas à l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains à Santiago du Chili si le gouvernement de Pinochet n'acceptait pas de coopérer à une enquête internationale sur le respect des droits de l'homme au Chili.

Alors en matière d'hypocrisie, à qui la palme ?

on continue d'assassiner dans les prisons de Pinochet

Les ressortissants français détenus pour des raisons politiques au Chili, dont il avait été fait état lors de la discussion du budget de 1975, ont été rapatriés. Mais l'un d'eux manque à l'appel. Il s'agit d'Alphonse Chanfreau, arrêté le 31 juillet 1974 au Chili pour « activité subversive ». Les autorités chiliennes prétendent qu'il n'a jamais été incarcéré et qu'il aurait été victime de règlements de comptes au sein du MIR. Mais plusieurs témoins l'ont vu à la prison de Tres Alamos, alors qu'il était victime de tortures.

Il y a donc de fortes raisons de penser qu'il est en réalité mort à la suite de ces tortures.

la mort du fils de Corvalan

Un autre ex-détenu vient de mourir : le fils de Luis Corvalan (secrétaire du PC chilien, toujours détenu par la junte) vient de tomber victime d'une crise cardiaque quelques mois après sa libération. Le fils de Corvalan avait été torturé et ne s'en était jamais remis.

Torturés, rendus infirmes, malades, ils sont des milliers les Chiliens dans ce cas. La mort du fils de Corvalan le rappelle publiquement.

SAHARA

LES GRANDES MANOEUVRES D'HASSAN II

(Photo SIPA)

Cent cinquante mille Marocains attendent déjà dans la ville de Tarfaya, au sud du pays, le départ de la « marche de reconquête » sur le Sahara Occidental. Deux cent mille autres doivent les rejoindre.

La « marche de reconquête » porte bien son nom. Elle vise à conquérir, pour le compte du monarque-dictateur du Maroc, Hassan II, cette colonie espagnole, riche en phosphates, que le colonisateur est aujourd'hui contraint de quitter.

Il n'est évidemment pas question pour Hassan II de consulter la population du Sahara Occidental pour savoir si elle a envie de vivre sous la férule de la monarchie chérifienne. Il est vrai que sur ce plan-là, l'égalité sera totale avec la population marocaine : cette dernière n'est pas plus consultée sur la même question.

Hassan n'a même pas besoin de conquérir le Sahara par les armes : la disproportion de population est telle (les 350 000 participants à la marche constituent le quintuple de la population Saharaoui) qu'une invasion pacifique suffit.

La propagande chauvine a porté ses fruits. D'autant qu'à celle de la monarchie s'est ajoutée celle de l'Union Socialiste des Forces Populaires, formation de l'opposition, qui a oublié pour la circonstance son opposition timide à une des dictatures les plus réactionnaires du Maghreb, pour soutenir pleinement l'action gouvernementale. Des centaines de milliers de pauvres, gavés de chauvinisme, s'acheminent pour participer à une opération monarchique à laquelle ils n'ont aucun intérêt.

Il se peut que, pour des raisons diplomatiques, l'opération n'ait finalement pas lieu. Le poison du chauvinisme, comme celui de « l'unité nationale » entre exploiteurs et exploités marocains, sera resté.

On peut seulement souhaiter que la monarchie paie le prix d'avoir mobilisé des centaines de milliers de pauvres, fût-ce pour une mauvaise cause. Que ces pauvres se rendent compte de leur nombre et de leur force et qu'ils aient envie de participer à une autre « marche de conquête », la seule qui vaille, contre leurs véritables ennemis, la monarchie et les privilégiés qui s'épanouissent à son ombre.

Georges KALDY.

le rapprochement EGYPTE-USA : un épisode

Après avoir eu un bref entretien avec Giscard d'Estaing, le dimanche 26 octobre, où il fut entre autres question de la possibilité de créer une industrie d'armement en Egypte, Anouar El Sadate s'est envolé pour les Etats-Unis. Là, un accord économique portant sur la livraison de 500 000 tonnes de blé et 2 400 tonnes de tabac a été signé. Et aux dires de nombre de commentateurs, Sadate fut reçu avec des hommages exceptionnels qui soulignent la changement de la politique de l'impérialisme US à l'égard de l'Egypte.

Car bien évidemment, si changement il y a, il est plus le fait de Washington que du Caire.

Durant de nombreuses années, depuis son indépendance, l'Egypte a mené un jeu de bascule entre les USA et l'URSS s'appuyant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre. Elle a recherché l'appui de l'URSS pour tenter d'échapper à l'emprise de l'impérialisme. Mais en même temps, Nasser lui-même n'a jamais cessé d'espérer amener l'impérialisme américain à contrebalancer l'influence soviétique en rééquilibrant sa politique au Moyen-Orient. Sadate ne fit que continuer cette politique qui devait aboutir en juillet 1972 au renvoi des conseillers militaires soviétiques.

La prétendue politique de « neutralité » du Caire cachait simplement la tentative d'obtenir des relations plus favorables avec l'impérialisme américain en exerçant un petit chantage à l'amitié soviétique.

Mais la réussite même de cette politique en montre les limites. En fait de conquérir son indépendance, l'Egypte, comme tous les pays du Tiers monde, ne peut échapper à la dépendance par rapport à une grande puissance, que pour tomber sous la dépendance d'une autre.

Georges LATTIER.

De l'Espagne de Franco à l'Espa

La vie d'un dictateur

3 DECEMBRE 1892 :
Naissance à El Ferrol (Galice), de Francisco Franco, fils d'un comptable de la marine royale.

29 AOUT 1907 :
Franco entre à l'Académie militaire de Tolède.

23 JUILLET 1910 :
Le sous-lieutenant Franco est nommé au 8e régiment d'infanterie, à El Ferrol.

12 MARS 1912 :
Franco, nommé au Maroc sur sa demande, débarque à Melilla. A la vie de garnison et aux maigres perspectives de promotion qu'elle offre, il a préféré la participation aux opérations de répression menées par l'armée espagnole en Afrique du Nord. Une dizaine d'années de sa carrière se dérouleront ainsi sur le sol marocain.

15 AVRIL 1913 :
Le lieutenant Franco est incorporé aux « regulares » (mercenaires) indigènes.

29 JUIN 1916 :
Le capitaine Franco est grièvement blessé lors de la prise de El Biutz.

16 AOUT 1917 :
Le commandant Franco, qui à la fin de sa convalescence a été nommé à Oviedo, fait ses premières armes de massacreur de travailleurs espagnols en participant à la répression de la grève insurrectionnelle des Asturies.

10 OCTOBRE 1920 :
Franco retourne au Maroc, où il seconde Millan Astray, le chef et le créateur du « Tercio », la Légion étrangère espagnole.

8 JUIN 1923 :
Franco est nommé lieutenant-colonel, et commandant en chef de la Légion étrangère.

8 SEPTEMBRE 1925 :
Le colonel Franco participe au débarquement d'Alhucemas, qui va permettre aux armées espagnole et française coalisées de venir à bout des insurgés marocains.

4 JANVIER 1928 :
Franco, général depuis deux ans, est nommé directeur de l'Académie militaire de Saragosse.

14 AVRIL 1931 :
La République espagnole est proclamée. Franco, qui a dû toute sa carrière (il est le plus jeune général d'Espagne) à la protection du roi Alphonse XIII, observe une attitude prudente, acceptant les nominations... et les promotions du nouveau régime, sans rien faire qui puisse lui attirer l'hostilité des monarchistes encore influents, mais sans s'engager non plus dans les complots contre la République.

6 OCTOBRE 1934 :
Le général de division Franco est chargé de mater la révolte des mineurs asturiens. Sa réussite le fait apparaître, aux yeux de la bourgeoisie espagnole, comme un homme à poigne et comme un recours possible contre la classe ouvrière.

16 FEVRIER 1936 :
Victoire du Front populaire aux élections législatives espagnoles. Franco s'engage alors — prudemment — dans la préparation du complot contre la République.

11 MARS 1936 :
Franco, sur la loyauté duquel le gouvernement de Front populaire a — à juste titre — quelques doutes, est éloigné d'Espagne et nommé au commandement en chef des îles Canaries. Il pourra y organiser en toute tranquillité, loin des regards indiscrets, le soulèvement des garnisons africaines.

18 JUILLET 1936 :
Soulèvement militaire contre le Front populaire. Franco adresse le lendemain un SOS à Mussolini pour lui demander les moyens de faire passer son armée d'Afrique sur le sol espagnol.

3 AOUT 1936 :
Franco est membre de la « Junte de défense nationale » qui réunit les chefs militaires rebelles.

1er OCTOBRE 1936 :
Franco qui est le plus sérieux prétendant au pouvoir depuis la mort accidentelle du général Sanjurjo, est nommé chef de l'Etat et généralissime des armées nationalistes.

18 AVRIL 1937 :
Franco décide la fusion forcée de la Phalange et du mouvement carliste dans un parti unique dont il devient le chef.

1er AVRIL 1939 :
Fin de la guerre civile. Mais la répression, elle, ne s'arrête pas. Des dizaines de milliers de militants communistes, socialistes et anarchistes, de syndicalistes, de travailleurs, seront fusillés dans les mois qui suivent.

4 SEPTEMBRE 1939 :
Franco proclame la neutralité de l'Espagne dans la guerre mondiale qui commence.

14 JUIN 1940 :
A la faveur de la défaite française, Franco fait occuper Tanger par l'armée espagnole.

23 OCTOBRE 1940 :
Franco rencontre Hitler à Hendaye, mais pose des conditions exorbitantes à l'entrée de l'Espagne dans la guerre, aux côtés de l'Axe.

28 JUIN 1941 :
Création de la division Azul, chargée de représenter l'Espagne franquiste dans la « croisade antibolchévique ».

8 DECEMBRE 1941 :
Franco adresse ses félicitations aux Japonais après l'attaque de Pearl Harbor.

12 NOVEMBRE 1942 :
Franco décrète une mobilisation partielle en Espagne, après l'entrée de l'armée allemande en « zone libre » française.

25 SEPTEMBRE 1943 :
Franco rappelle la division Azul d'Union Soviétique.

8 OCTOBRE 1944 :
Franco écrit à Churchill pour affirmer qu'il n'est pas l'ennemi des démocraties occidentales.

12 DECEMBRE 1946 :
L'ONU recommande le boycott diplomatique de l'Espagne franquiste.

6 JUILLET 1947 :
Référendum sur la loi de succession, qui recueille 92,9 pour cent de « oui ».

5 AOUT 1950 :
Les Etats-Unis prêtent 62 millions de dollars à l'Espagne.

4 NOVEMBRE 1950 :
L'ONU annule sa recommandation de décembre 1946.

5 MARS 1953 :
Signature du pacte de Madrid, entre l'Espagne et les USA.

14 DECEMBRE 1955 :
L'Espagne est admise à l'ONU.

14 DECEMBRE 1966 :
Nouveau référendum. Le pourcentage des « oui » atteint cette fois 95,9 % des électeurs. Mais il est vrai que dans plusieurs régions, le nombre des « votants » a dépassé de 20 % celui des inscrits !

20 DECEMBRE 1968 :
Franco ordonne l'expulsion de la famille de Bourbon-Parme, famille du prétendant « carliste » au trône d'Espagne.

22 JUILLET 1969 :
Franco présente aux Cortès Juan Carlos comme son successeur.

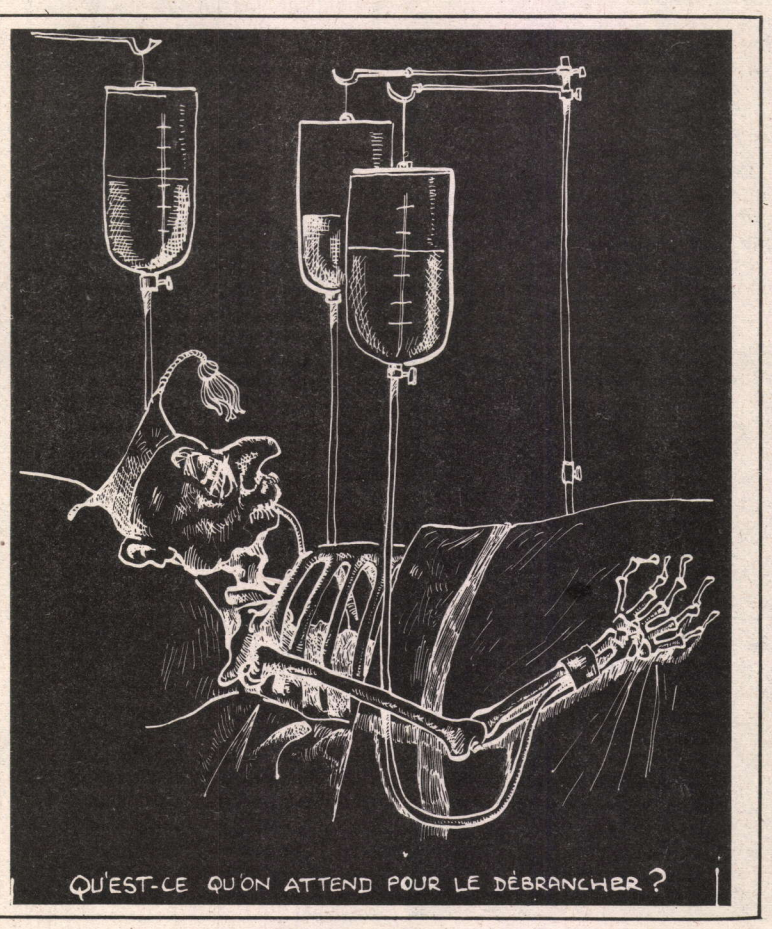
16 JUILLET 1971 :
Franco charge Juan Carlos de le remplacer en cas d'absence ou de maladie.

18 JUILLET 1972 :
Franco désigne Carrero Blanco comme futur chef du gouvernement de Juan Carlos.

22 DECEMBRE 1973 :
Franco préside un service funèbre à la mémoire de Carrero Blanco exécuté par l'ETA.

19 JUILLET 1974 :
Franco, malade, transmet provisoirement ses pouvoirs de chef de l'Etat au prince Juan Carlos.

2 SEPTEMBRE 1974 :
Franco reprend ses fonctions.



DE LA RUSE A LA SENILITE

Franco a toujours su ne pas s'engager à la légère et a fait du silence une vertu politique, si l'on en croit ce conseil qu'il donna un jour à Juan Carlos : « Rappelez-vous que vous serez toujours prisonnier de vos paroles, mais que, de vos silences, vous êtes et resterez le maître ».

Il est cependant permis de se demander si les longs silences que Franco imposait à ses interlocuteurs n'étaient pas autant dus, ces dernières années, au gâtisme qu'à la prudence politique. Pendant une visite de Nixon, en octobre 1970, les silences de Franco prirent en tout cas une telle épaisseur que le président des Etats-Unis, interloqué, se serait retourné vers ses collaborateurs pour leur demander : « Croyez-vous qu'il sache que je suis effectivement ici ? ».

Le choix du successeur désigné

Si Franco a choisi Juan Carlos pour lui succéder, à titre de roi, à la tête de l'Etat espagnol, ce n'est pas en application d'opinions monarchistes bien arrêtées.

A la chute de la royauté, en 1931, et bien qu'il ait dû, pour une large part, sa rapide ascension dans la hiérarchie militaire à la faveur personnelle d'Alphonse XIII, Franco se rallie apparemment sans problème à la République. Et il ne prend aucune part, en tout cas, aux conspirations incessantes des généraux monarchistes. Franco aurait sans doute continué une carrière de « général républicain » si la montée du mouvement ouvrier, au début de 1936, ne l'avait amené à devenir partisan d'un coup de force de l'armée destiné à briser la classe ouvrière et ses organisations.

Mais le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 n'est pas, pour lui, le moyen de rétablir la monarchie. D'une part, parce que ce soulèvement est soutenu par des forces disparates : phalangistes antimonarchistes, monarchistes carlistes (partisans des descendants de Charles de Bourbon, qui en 1833 essaya d'enlever la couronne d'Espagne à sa nièce Isabelle) et monarchistes alphonsistes (partisans d'Alphonse XIII), que le rétablissement de la monarchie ne pourrait que diviser. D'autre part, parce que Franco est d'ores et déjà décidé à jouer sur ces rivalités pour imposer son pouvoir personnel.

Après avoir unifié l'ensemble des forces réactionnaires qui soutenaient le soulèvement militaire au sein du « Movimiento nacional », sous son commandement (avril 1937), Franco allait longuement les jouer les unes contre les autres. Et s'il donna finalement l'avantage aux monarchistes « alphonsistes », c'est avant tout parce que ceux-ci représentaient le plus faible des trois mouvements en présence, celui qui disposait de la base sociale la moins large.

Mais lorsqu'il se résigna à faire un choix définitif, en 1969, trente ans après la fin de la guerre civile, Franco manifesta un parfait mépris pour les règles de succession dynastique. Depuis la mort en exil d'Alphonse XIII (1941), c'était en effet son fils don Juan, comte de Barcelone, qui était le prétendant alphonsiste au trône d'Espagne. Celui-ci, que l'on présente volontiers aujourd'hui comme un « libéral » (mais qui, en 1936, avait soutenu le coup d'Etat réactionnaire et demandé à servir dans les rangs des armées nationalistes) avait fait en 1945 un faux calcul : croyant que la défaite de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste allait entraîner la chute de Franco, il avait publiquement demandé à celui-ci de lui céder la place et pris quelques contacts avec l'opposition. Franco lui pardonna d'autant moins cette démarche qu'il préférait désigner pour successeur quelqu'un qui ne tiendrait sa légitimité que de son choix à lui Franco. C'est pourquoi Franco fixa son choix sur le fils de don Juan, le prince Juan Carlos, dont il se fit confier l'éducation dès 1948.

Il fallut donc attendre vingt-trois ans après les lois de 1946 qui définissaient l'Espagne comme une monarchie, vingt et un ans après les premiers indices montrant que le choix de Franco s'était arrêté sur Juan Carlos, pour que celui-ci soit désigné comme le successeur de Franco.

Le Caudillo s'était choisi le plus terne possible des héritiers, celui qui serait le moins susceptible d'apparaître comme un rival de son vivant. Mais ce choix — qu'il n'avait pas fait seulement par goût personnel, mais parce que c'est une nécessité pour une dictature — n'était sans doute pas le plus susceptible d'assurer la survie de la dictature après la disparition de Franco. Et il n'a en rien réglé le problème de la succession.

gne sans Franco

La police toujours en action

Photo JIMENEZ-SIPA

Tandis qu'approche la fin de la dictature, la répression s'accroît, en Espagne.

Le gouvernement, qui sait la crise imminente, tente de faire ce que le régime n'a pu réaliser jusque-là : décapiter l'opposition, museler la population, paralyser les organisations de gauche et d'extrême-gauche. C'était le but de Franco quand, en septembre, il fit exécuter les cinq militants de l'ETA et du FRAP. C'est celui que poursuit Arias Navarro, qui a donné carte blanche à la police et aux groupes d'extrême-droite pour terroriser la population, arrêter, voire liquider les militants.

Entre le 20 et le 23 octobre, dix-neuf personnes du Parti Communiste d'Espagne (maoïste), du FRAP et de l'OSO (Opposition Syndicale Ouvrière) auraient été arrêtées à Barcelone. Le 25 octobre, neuf membres de ces deux premières organisations auraient aussi été arrêtées, à Madrid cette fois.

Quant au Pays basque, les vagues d'arrestations succèdent aux vagues d'arrestations. Vendredi 24 octobre, près de deux cents personnes ont été arrêtées près de Onate, lieu d'un récent attentat contre cinq policiers. Vingt arrestations à Zarauz, autant à Azpeitia, à Mondragon, à Guernica, ces jours derniers. Les couloirs du bâtiment du gouverneur civil de Saint-Sébastien sont remplis de prévenus. Et si certains détenus sont relâchés au bout de quelques heures, la plupart sont emprisonnés en attendant un jugement.

Dans les prisons, la police et l'administration se livrent aux pires sévices sur les détenus. Régulière au cours des interrogatoires, la torture est périodiquement utilisée contre les prisonniers au cours de la détention.

Récemment, une protestation signée par 54 familles de prisonniers de Carabanchel, l'une des prisons les plus tristement connues, dénonce des pratiques monstrueuses. Le 1er octobre, des membres de la police armée ont tenté de pénétrer à l'intérieur de la prison pour une opération de représailles. Le 18 octobre, pour avoir refusé d'observer un règlement tombé depuis longtemps en désuétude, cent six prisonniers ont été mis au cachot, où les conditions sont tellement inhumaines, que, d'après les prisonniers et leur famille, c'est leur vie même qui est en danger.

A côté de cette répression officielle, sévit une autre répression, menée par les groupes d'extrême-droite, tolérée et encouragée par le gouvernement. Tandis que fréquemment, au Pays basque, les guérilleros du Christ-Roi font de véritables chasses à l'homme contre les militants, à Barcelone, c'est un groupe appelé le « Commando de la mort » qui intervient. Ainsi, dans cette ville, dans la soirée et la nuit du samedi 25, entre 17 heures et 3 heures du matin, dix-sept personnes, pour la plupart des personnalités de gauche mais aussi des oppositionnels de droite, ont été averties que, une fois Franco mort, ils ne disposeraient que de 24 heures pour quitter l'Espagne. Ces menaces, téléphonées à certains, furent dans les autres cas proférées au cours d'une visite de membres du Commando de la mort qui firent irruption dans les appartements, armés de barres de fer.

Ainsi, la dictature montre encore les dents. Mais ce n'est qu'un rictus d'agonie.

OUVREZ LES PRISONS

S'il est en Espagne des hommes et des femmes pour qui la mort de Franco représente un espoir, ce sont bien les milliers de prisonniers politiques qui peuplent les prisons de ce pays, ainsi que leurs proches et leurs amis.

Bien qu'il soit très difficile de faire un bilan exact, parce que chaque jour de nouvelles arrestations ont lieu, il est quasiment certain que le nombre de ces prisonniers politiques est aujourd'hui de l'ordre de 4 000.

La fin du franquisme sera-t-elle pour eux le début d'une liberté retrouvée ?

Les partis de gauche à la recherche d'une solution pour la bourgeoisie

A la veille de la disparition de Franco, ce n'est pas aux travailleurs que s'adressent les deux plus grands partis ouvriers d'Espagne, le Parti Communiste Espagnol de Santiago Carrillo et le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne .

En cette fin de dictature, c'est à la bourgeoisie espagnole que l'un et l'autre veulent offrir des solutions. C'est elle qu'ils veulent convaincre que la solution de rechange au franquisme sans Franco, c'est une coalition gouvernementale les incluant.

Depuis des années, la gauche espagnole prépare l'après-franquisme et chacun de ces deux partis a tenté de regrouper autour de lui des forces d'opposition hétéroclites.

Depuis bien longtemps le Parti Communiste Espagnol a tenté de rassembler autour de lui les oppositionnels au régime les plus modérés, voire les plus réactionnaires. En discussion depuis toujours avec les monarchistes partisans du comte de Barcelone (le père de Juan Carlos), un temps allié aux Carlistes, il multiplie depuis plus de dix ans les appels du pied aux catholiques et aux militaires démocrates. Il est devenu le centre d'un regroupement qui a pris nom en juillet 1974 de Junte démocratique. Les partis qui s'y rattachent sont : le Parti Communiste de Carrillo, le Parti Socialiste de Tierno Galvan (qu'il ne faut pas confondre avec le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne, jusqu'ici hostile à l'unité avec le PC), les Commissions ouvrières et le Parti Socialiste Unifié de Catalogne (rattaché au Parti Communiste).

Leur projet est de mettre en place un gouvernement provisoire de coalition incluant tous les partis ou toutes les personnalités de droite ou de gauche qui veulent préparer des élections libres où le peuple espagnol déciderait, disent-ils, de ses institutions futures (entre autres, le choix entre une monarchie, avec le comte de Barcelone pour roi, ou une République). Encouragés par l'exemple portugais, ils multiplient les avances aux officiers qui manifestent leur mécontentement dans l'armée. Militaires oppositionnels dont on sait mal ce qu'ils représentent mais qui existent bien réellement.

Face à ce regroupement, quelques mois plus tard, le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne était à l'origine d'un autre regroupement officiel, la Plate-forme de convergence démocratique, où se retrouvèrent, à part lui, le Parti Social-Chrétien, l'Union Libérale, deux groupes maoïstes et le Parti carliste. Leur projet politique avoué était de préparer une solution de rechange démocratique à la bourgeoisie, mais cette fois sans le Parti Communiste au gouvernement (certaines personnalités de la Plate-forme allant jusqu'à affirmer que le PCE devrait rester interdit même dans un régime démocratique !).

Après quelques mois de guerre sourde, les deux regroupements ont opéré, depuis juin dernier, un rapprochement, d'une part sans doute pour résister à la répression (leurs déclarations communes concernent essentiellement ce point), mais aussi pour faire échec aux tentatives de regroupement des forces d'opposition de la Démocratie-Chrétienne.

Dans toutes ces combinainons proposées par ces deux partis de gauche se réclamant de la classe ouvrière, celle-ci n'est en fin de compte tout au plus qu'une force d'appoint. Si le franquisme continue même sans Franco, le Parti Communiste Espagnol envisage bien de s'appuyer sur la classe ouvrière. Mais c'est uniquement pour faire pression par une action générale dont on ne sait pas grand-chose sinon qu'elle doit être rigoureusement pacifique et strictement contrôlée. Quant aux deux partis socialistes, ils s'empressent surtout de condamner d'avance, avec le PCE d'ailleurs, toute forme d'action violente ou terroriste.

Aucun de ces partis, aucun de ces deux regroupements n'envisage, il s'en faut de beaucoup, une politique susceptible de renforcer les positions de la classe ouvrière, ni de lui faire prendre conscience de sa force. Bien au contraire.

Et il est certain que le rapprochement des partis de gauche, voire la mise en place d'un projet politique commun de la gauche n'est pas, dans l'esprit des dirigeants des partis de gauche, destiné à favoriser l'intervention politique de cette classe ouvrière. L'exemple de la politique de l'Assemblée de Catalogne, où toutes les forces d'opposition sont regroupées et qui se refuse à mettre en cause l'ordre social capitaliste, en est la preuve.

Un parti communiste qui tend la main à la droite

« Si le peuple espagnol décide d'opter pour une royauté, le roi sera alors don Juan (c'est-à-dire le comte de Barcelone et non le successeur désigné, Juan Carlos).

« Plus vite s'instaurera dans notre pays un gouvernement provisoire d'ample coalition, de réconciliation nationale, qui comprendra les forces de droite, du centre et de gauche d'accord pour rétablir les libertés et pour convoquer les élections, plus facilement et plus rapidement l'Espagne sortira de la grave crise ouverte auparavant et qui s'est aiguisée de manière radicale avec la disparition du dictateur. »

Ces déclarations pourraient être celles d'un quelconque oppositionnel libéral. Elles pourraient être celles d'un monarchiste partisan de don Juan. Ce sont celles de Santiago Carrillo, secrétaire du Parti Communiste Espagnol, dans une interview publiée par le magazine américain **Time.**

Elles ne sont pas faites pour surprendre. Il y a des années que le Parti Communiste tend la main à la droite espagnole et multiplie les gages de sagesse. Après avoir ouvertement condamné l'intervention russe en Tchécoslovaquie en 1968 pour marquer ses distances vis-à-vis de Moscou, le Parti Communiste Espagnol n'a cessé de répéter qu'il se comporterait, dans une coalition gouvernementale, comme un parti d'ordre. Récemment encore, Santiago Carrillo, en voyage au Portugal, a tenu à marquer ses distances à l'égard du Parti Communiste Portugais en ne rencontrant que Mario Soares, le dirigeant du Parti Socialiste, sans rendre une seule visite au dirigeant du Parti Communiste Portugais, Alvaro Cunhal.

Alors, non, ces déclarations ne surprennent pas. Mais, au moment même où commence l'après-franquisme, au moment où l'espoir de voir les choses changer en Espagne renaît dans le cœur de millions de travailleurs, les perspectives que le Parti Communiste offre à la classe ouvrière apparaissent encore plus dérisoires.

Au lieu du successeur officiel Juan Carlos, son père, le comte de Barcelone, comme roi ? La main tendue aux patrons dits libéraux, aux militaires dits libéraux, sans qu'un seul mot ne soit dit des revendications des travailleurs (le seul point exigé étant la promesse d'une amnistie) ?

Non. La classe ouvrière a d'autres perspectives que celle d'être une force d'appoint pour la bourgeoisie plus ou moins libérale. Elle ne peut se contenter de faire la courte échelle au Parti Communiste pour lui permettre de mettre un pied dans un gouvernement bourgeois.

INDE : misère et répression

EN Inde, les arrestations se poursuivent dans les milieux de l'opposition et parmi les éléments considérés comme subversifs.

Aucune estimation officielle n'a été publiée sur le nombre des personnes appréhendées depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 26 juin. Cependant certaines informations font état de plusieurs dizaines de milliers de prisonniers politiques.

La répression, telle est donc la seule réponse que le prétendu gouvernement démocratique d'Indira Gandhi est capable d'apporter aux maux dont souffrent les classes populaires.

Car bien évidemment la grande majorité de ceux qui aujourd'hui connaissent les geôles du régime n'ont commis comme seul crime que celui d'avoir protesté contre l'état d'extrême dénuement dans lequel est maintenue la population, état pourtant bien réel et même difficilement imaginable. Ainsi le dimanche 26 octobre, dans le sud de l'Inde, dix-huit personnes (dont dix-sept femmes) ont été tuées lors d'une bousculade dans un centre de distribution gratuite de vêtements...

PORTO RICO contre le colonialisme américain

DOUZE explosions à la bombe ont eu lieu presque simultanément le 27 octobre à New York, Chicago et Washington. Le FALN, une organisation nationaliste portoricaine, revendique ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes. Depuis un an, les nationalistes de Porto Rico ont fait vingt-deux attentats, provoquant quatre morts et des dizaines de blessés.

La lutte pour l'indépendance de cette petite île des Antilles n'a jamais cessé depuis l'année 1898, où l'Espagne céda Porto Rico aux USA. Depuis cette époque, le statut de Porto Rico a certes évolué. L'île est devenue officiellement un Etat libre associé aux Etats-Unis. En fait, il ne s'agit de rien d'autre que d'une colonie.

La misère qui sévit dans l'île, aggravée par la crise économique (70 % de la population a des revenus inférieurs au seuil officiel de pauvreté et doit recevoir une aide gouvernementale), provoque une intense émigration vers les USA. A New York, la communauté portoricaine dépasse un million de personnes.

De toute évidence, il est des Portoricains qui sont prêts aujourd'hui à prendre les armes pour se débarrasser de l'occupation coloniale. Les révolutionnaires sont solidaires de leur combat, même s'ils ne partagent pas l'idée qu'ils se font de Porto Rico indépendant.

ALLEMAGNE DE L'OUEST : le libéralisme à l'œuvre

LE Bundestag (parlement de l'Allemagne de l'Ouest) a adopté le vendredi 24 octobre un projet de loi excluant de la fonction publique tous les « extrémistes ».

Cette nouvelle loi va entrer en vigueur en lieu et place d'un décret qui date de 1972 et dont l'application différait considérablement d'un Land à l'autre... mais qui était déjà soigneusement appliqué. Depuis 1972, trois au quatre cents candidats à des postes dans l'administration ou les services publics, pour la plupart des militants de gauche ou d'extrême-gauche, ont été ainsi récusés, certains pour des faits qui remontent parfois à plusieurs années, notamment à la période de l'agitation estudiantine des années 1966-1968. Un comité international qui dénonce ces pratiques a récemment cité deux exemples de ce qui était considéré comme « extrémisme ». Sylvia Gingold, une institutrice, a été licenciée parce que communiste : on lui reproche d'avoir un père militant dans une organisation communiste (il a combattu dans la Résistance en France). Un employé des services du gaz et de l'électricité de la ville de Cologne a été licencié parce qu'il vit avec la sœur d'un des dirigeants du groupe Baader-Meinhof !

Ce sont les députés socialistes et libéraux, qui font partie de la coalition gouvernementale, qui ont voté la nouvelle loi. Et ils ont pu se payer le luxe d'apparaître comme des démocrates face aux démocrates-chrétiens qui, eux, présentaient un projet réputé plus dur, prévoyant l'exclusion automatique de la fonction publique de tout membre d'un parti extrémiste, même légal comme le Parti Communiste, alors que la nouvelle loi prévoit, elle, l'exclusion... après examen préalable de chaque cas.

Ainsi, des commissions vont être créées pour contrôler l'opinion des candidats, leur refuser l'embauche ou les licencier. Vivre avec un conjoint, passer dans un bistrot considéré comme suspect, participer à une manifestation, voilà le genre de faits qui permettront de soupçonner quelqu'un de ne pas « défendre l'ordre démocratique et libéral » !

C'est donc cela la liberté et la démocratie en Allemagne de l'Ouest, ce pays présenté comme le rempart du libéralisme et du respect des libertés individuelles.

S.F.

L'armée tue... même en temps de paix

Le jeudi 23 octobre à midi, les armes se sont tues dans le nord de la Bavière.

Certes, ce n'était pas la vraie guerre. C'était les forces militaires de l'OTAN qui jouaient. Et deux mille arbitres parcourent maintenant la région en hélicoptère pour décider qui l'a emporté, des « agresseurs » ou des « agressés » ! Mais il n'y a pas de quoi rire. Ce n'était pas la vraie guerre, mais ces manœuvres ont fait de vrais morts : douze, civils ou militaires.

Qu'à cela ne tienne. Alexander Haig, commandant en chef de l'OTAN, s'est déclaré satisfait de l'opération et plusieurs officiers ont déclaré que ces manœuvres « Reforger » avaient été parmi les plus réussies du genre.

Même en ce qui concerne le bilan meurtrier ?

Le droit d'être reine

Le Parlement suédois s'est prononcé par 151 voix contre 148 en faveur de la possibilité d'une succession féminine au trône royal de Suède. Une commission parlementaire sera chargée d'étudier ce problème et de rédiger un projet de loi qui sera soumis à l'approbation du Parlement.

Dans le pays le plus libéral d'Europe, nous dit-on, modèle du socialisme occidental, paraît-il, une femme va enfin pouvoir être reine, au 20e siècle.

Les parlementaires suédois, eux, sont bien les rois !

Interdit de pousser la chanson... ouest

VOILA dix ans qu'un des plus populaires chanteurs contestataires d'Allemagne de l'Est, Wolf Biermann, est consigné dans son propre pays.

Ex-militant des Jeunesses Communistes à Hambourg en 1950, il avait quitté la République Fédérale pour la RDA. Mais, pour s'être élevé contre la construction du mur de Berlin, pour s'être fait, paraît-il, le chaleureux défenseur du « Printemps de Prague », Biermann est de plus en plus suspecté et surveillé par les milieux dirigeants de la République soi-disant « démocratique » d'Allemagne de l'Est. Au point que le ministère de la Culture lui refuse aujourd'hui un visa : Biermann ne pourra pas se rendre à Offenbach, près de Francfort, en RFA, où il comptait participer à une manifestation organisée en faveur de la gauche espagnole.

« **Cette nouvelle interdiction est un affront à tous les communistes et les antifascistes** », a déclaré le chanteur. C'est vrai. Et, une fois de plus, les régimes dictatoriaux de l'Est montrent qu'ils se sentent plus près de Franco — même moribond — que de tous ceux, révolutionnaires ou démocrates, qui luttent contre son régime.

Sinistre corbeau

Le révérend père Tinlin, un prêtre américain, « inquiet devant la montée de la violence », a proposé d'exécuter les assassins devant les caméras de télévision, aux heures de grande écoute.

Il estime que « l'exécution publique des assassins serait une méthode de choc imbattable »...

Au temps de l'exécution de Jésus, il n'y avait pas la télé. Dommage ! Ça aurait pu avoir un effet choc sur un certain nombre de cinglés dans le genre de Tinlin et les dissuader de se faire curés, ou les inciter à se taire...

DEFFERRE NE VEUT PAS DE PROGRAMME COMMUN MUNICIPAL

GASTON DEFFERRE a tenu à préciser que le Parti Socialiste n'avait nullement l'intention de s'engager à présenter des listes communes avec le Parti Communiste lors des prochaines élections municipales. Cela n'est pas nouveau.

Mais cette fois, il a tenu à ce que les points soient mis sur les i. « **Il est possible** — a-t-il déclaré devant le conseil municipal de Marseille — **que dans certaines villes nous fassions liste commune et que dans d'autres nous n'en fassions pas. Cela dépendra de beaucoup de choses et notamment de l'atmosphère qui règnera entre les socialistes et les communistes.** »

En fait, cela dépendra surtout des intérêts électoraux des notables du Parti Socialiste qui, ici ou là, chercheront les alliances qui leur seront les plus avantageuses. Defferre en est un exemple lui-même, puisqu'il tient le poste de maire de Marseille de son alliance avec des partis liés à la majorité.

Autant le PS a besoin de l'apport des voix du PCF dans les élections législatives, autant un tel apport lui est inutile dans un certain nombre d'élections municipales. Pourquoi dès lors s'embarrasserait-il d'une telle alliance ? Pourquoi surtout s'engagerait-il par avance et sur un plan national ?

Le PS, par la voix de Defferre puis par celle de Mitterrand, vient de le redire. S'il est prêt à l'alliance avec le PC, il est aussi tout prêt à s'en passer, il y est même tout à fait décidé quand il n'a aucun bénéfice électoral à en attendre.

Il ne reste plus au Parti Communiste Français qu'à crier qu'une nouvelle fois on l'a trompé. Comme si ce genre d'infidélités n'était pas inscrit dans le contrat de mariage.

Photo PASCAL LEBRUN-FOTOLIB

OH ! BONNE MERE

Gaston Defferre, député-maire socialiste de Marseille, a fait le voyage à Rome. Il dirigeait une délégation de Marseillais et d'Aixois à la cérémonie de béatification d'Eugène Mazenod, fondateur au XIX^e siècle des « Oblats de Marie Immaculée » et qui fut évêque de Marseille. Defferre auprès du Pape, on aura décidément tout vu et Defferre aura tout fait. Les voies du PS sont bien impénétrables...

Quand le PCF soutient un opposant soviétique

LA protestation contre l'internement en hôpital psychiatrique d'un opposant soviétique, Léonid Pliouchtch, n'a pas encore forcé les bureaucrates à libérer le jeune mathématicien. Elle a toutefois eu pour effet d'amener le Parti Communiste Français à se démarquer publiquement de son homologue russe.

Ainsi, ce n'est rien moins que l'éditorial de *l'Humanité* du 25 octobre, sous la plume de René Andrieu, qui était consacré au « *cas de Léonid Pliouchtch* ».

« *S'il est vrai — et malheureusement jusqu'ici la preuve du contraire n'a pas été administrée —*, écrit René Andrieu, *que ce mathématicien est interné dans un hôpital psychiatrique uniquement parce qu'il a pris position contre le régime lui-même, nous ne pouvons que confirmer avec la plus grande netteté notre totale désapprobation et l'exigence qu'il soit libéré le plus rapidement possible* ».

Bien qu'administrée avec précaution et quelque retard, la critique n'en est pas moins claire et suffisamment exceptionnelle pour qu'on la remarque. Déjà, en 1971, le PCF avait demandé — timidement — que les Juifs qui avaient voulu quitter l'URSS soient jugés avec « *clémence* ». Deux ans plus tard, en pleine période électorale, le parti de Georges Marchais avait affirmé que lui ne se serait pas opposé à l'édition des œuvres de Soljénitsyne, alors qu'en URSS cet écrivain était interdit de publication. Aujourd'hui, *l'Humanité* revient à la charge et tient à donner une certaine publicité au fait que la place du Colonel-Fabien ait demandé « *depuis longtemps* (...) *des informations* » au Kremlin au sujet de Pliouchtch.

N'empêche que la prise de position d'Andrieu a suivi et non précédé la campagne pour la libération de Pliouchtch. Ce qui montre bien qu'il s'agit de sa sensibilité à l'opinion de son propre public, des sociaux-démocrates et de la droite, et non d'une sincère défense des libertés individuelles en URSS.

Pierre LAFFITTE.

Des méthodes étrangères au mouvement révolutionnaire

Le groupe troskyste « OCI, Fraction LIRQI » *nous communique que plusieurs de ses militants, venus diffuser au meeting pour la libération de Pliouchtch une déclaration de Michel Varga saluant et soutenant le meeting, ont été frappés violemment par le service d'ordre de l'OCI qui tenta de leur arracher leur presse et finirent par les refouler en frappant par la même occasion plusieurs personnes qui essayaient de prendre leur défense.*

Il faut croire qu'il ne suffit pas, pour l'OCI, de participer à un meeting contre la répression en URSS pour renoncer aux méthodes staliniennes...

Collègues et... complices

Au cours de l'émission *Dix de der*, Philippe Bouvard recevait le 25 octobre le député UDR Robert-André Vivien et le député « communiste » Robert Ballanger. Aux piques du réactionnaire Vivien, Ballanger, qui cultive le genre amical et souriant, répondait gentiment, comme si ceux qui l'avaient élu n'étaient pas des travailleurs exploités et opprimés par les gens dont Vivien défend les intérêts à la Chambre. Et ce dialogue atteignit l'instant de vérité quand Philippe Bouvard fit remarquer à nos deux parlementaires qu'ils se vouvoyaient devant les caméras, alors qu'ils se tutoyaient en coulisse !

Ballanger, interrogé sur le fait de savoir s'il comptait des amis dans la majorité, répondit d'ailleurs : *Des amis, non, mais des collègues...*

Comme quoi certains députés du Parti Communiste Français, qui expliquent à leurs électeurs ouvriers qu'ils vont défendre leurs intérêts à la Chambre, considèrent manifestement leur fonction comme un métier, qu'il convient d'exercer dans l'harmonie et la bonne humeur, entre « collègues » d'opinions différentes. Entre « collègues » et entre complices, dans le petit jeu qui consiste à essayer de faire croire aux travailleurs que c'est à la Chambre des députés que se livrent les vraies batailles.

Mais qui donc, Robert Ballanger, inventa l'expression de « crétinisme parlementaire » ?

Michel Rocard :

Des pavés dans sa soupe !

Michel Rocard, le 8 octobre, commente à RTL la loi foncière du gouvernement, qu'il aurait votée sous réserve d'aménagements... s'il avait été député : « Nous (le PS) ne sommes pas des brûleurs de (hésitation)... de... (on sent venir « voitures », mais au dernier moment il se rattrape)... des brûleurs de vaisseaux » (?). Et pour préciser tout de même sa pensée : « ...Ni des lanceurs de pavés ».

Pauvre Michel Rocard ! Les pavés, il préfère les avaler avec la soupe !

Photo CHRISTIAN FAUCHARD-NORMA

LES FEMMES A LA CHAINE

Selon une enquête effectuée par *Travail Informations* du mois d'octobre, dont rend compte l'AFP, la moitié des ouvriers travaillant à la chaîne sont des femmes : 51,4 % (alors que les femmes sont loin d'être aussi nombreuses que les hommes dans le reste des emplois, et en particulier dans les emplois qualifiés).

Le travail à la chaîne : monotone, abrutissant, mal payé.

Au nom de l'égalité entre les sexes sans doute !

FICHIER NOUS LA PAIX

Certaines administrations cèdent moyennant finances, des fichiers d'adresses à des sociétés qui les utilisent pour envoyer des lettres circulaires de publicité à des catégories particulières de la population.

Les publicitaires, qui mentent souvent, n'hésitent pas, parfois, à écrire aux destinataires qu'ils ont été « spécialement choisis » parmi la foule pour, selon les cas, être sollicités pour s'abonner à une revue, ou recevoir des livres à l'essai, ou tout autre chose...

Il s'agit là d'un abus de confiance auquel certains peuvent se laisser prendre.

Récemment, le journal Le Monde **a reçu une telle lettre adressée, à cause sans doute du manque de discernement d'un ordinateur, à « Monsieur le Monde ». Le quotidien, qui en fait état, y répond avec humour.**

Aucun doute, la publicité se moque du monde !

UN AMOUR... POUR UN PARCMETRE

Un jeune Dijonais affectionnait particulièrement les parkings pour ses rendez-vous galants. Et pour cause : tandis qu'adossé à un parcmètre, le jeune homme enlaçait tendrement sa compagne, de l'autre main, il vidait dans sa poche entrouverte le contenu du compteur adroitement fracturé.

C'est ainsi qu'une brigade de surveillance le surprit au terme d'une fructueuse tournée ; il transportait 2.500 F en pièces de 1 F et une perquisition permit d'en découvrir 6.500 à son domicile.

L'Etat installe bien des compteurs, quoi de plus normal qu'ils soient relevés ?

Réunions publiques

LUTTE OUVRIÈRE

SAINT-ETIENNE

— **Bourse du travail**
— **Vendredi 7 novembre à 20 heures**

FOUGÈRES

— **Salle du Beffroi**
rue Nationale
— **Vendredi 7 novembre à 20 h 30**

LA CRISE :
CE QUE PROPOSENT LES REVOLUTIONNAIRES

Lettre ouverte du comité de soldats du 1er Cuir

Le Comité de soldats du Premier Cuir (5e escadron), nous communique une lettre ouverte envoyée au ministre au sujet de la mort du soldat Gilles Rousseaux. En voici des extraits :

« Du 16 au 21 septembre 1975, notre régiment effectuait une manœuvre dite « Baracuda », dans une région délimitée par les villes de Saint-Wendel, Sarrebruck, Trèves et Coblence. Pour cet exercice, toute la première brigade de la 1re division des FFA) était engagée. L'opération consistait à stopper une intervention supposée de blindés « rouges » qui après avoir traversée le Rhin se dirigeaient vers notre pays. Notre protection aérienne était assurée par l'US Air Force.

Le 18 septembre, aux environs de 7 heures du matin, un char AMX 13 VTT, du 1er Cuir (5e escadron), se renverse dans un fossé, au moment où il croisait un autobus, alors qu'il roulait à grande vitesse sur une route étroite et peu rectiligne. Le brigadier-chef Gilles Rousseaux, radio-tireur de l'engin, meurt écrasé sous le toureleau ; trois autres soldats grièvement blessés sont évacués d'urgence par hélicoptère. Les conclusions officielles se limitèrent à la formule **« accident regrettable... dû à un hasard malheureux... imprévisible... »** essayant de reporter la faute sur le pilote.

Qu'en est-il exactement ?

Les AMX 13 VTT sont des véhicules de fabrication ancienne, souvent en mauvais état et auraient besoin de révisions beaucoup plus fréquentes qu'ils n'en ont. Outre qu'ils sont militairement dépassés, les VTT sont des engins techniquement dangereux, difficiles à manœuvrer...

Dans cette manœuvre, d'autres accidents aussi graves ont eu lieu, par exemple cette voiture civile allemande qui s'est écrasée contre un char qui avait reçu l'ordre de circuler en « black-out », c'est-à-dire phares éteints : deux morts... Aucune mesure n'a été prise pour que de tels accidents ne se reproduisent plus. **On peut continuer à mourir en faisant son service militaire. »**

BIGEARD dépressif!

« Si l'armée ne va plus, c'est que la France ne va plus » vient de déclarer Bigeard.

L'heure est donc grave. **« Après les échecs successifs des parents, des curés et des enseignants dans l'éducation des enfants,** a-t-il ajouté, **ceux-ci ne peuvent pas matériellement rattraper leur retard durant leur service militaire. »** Evidemment. Que la France des parents et des enseignants démissionne, passe encore ! Mais le sabre et le goupillon renonceraient - ils, eux aussi, à dresser tous les affreux petits jojos de l'hexagone ?

Si, en haut, Bigeard ne peut plus et qu'en bas les secondes classes ne veulent plus, mais à quoi sert donc notre énergique secrétaire d'Etat à la Défense ? Aux inaugurations des hôpitaux militaires du troisième âge ! Mais si, mais si. C'est précisément à l'occasion de l'une d'elles que notre général se livrait à ces profondes réflexions quelque peu désabusées. Car là réside l'espoir. Au moins, avec les militaires en retraite, il n'y a jamais de surprises.

QUAND DELON JOUE AUX justiciciers

Alain Delon, l'acteur de cinéma qui affectionne tant les rôles de beaux truands, a déclaré à RTL à propos du jeune Bruno, assassin d'une vieille dame, récemment condamné à mort : **« Cela, c'est de la vermine, ces gens-là n'ont pas le droit de vivre. Que mon fils me dise qu'il a fait la même chose, je vous affirme que je ferai justice moi-même et que je le tuerai de mes propres mains ».**

Le beau ténébreux s'est affirmé là comme un sombre crétin.

Mais, à propos de Delon et de justice, on ne sait toujours pas qui a assassiné Markovic, ce louche personnage que connaissait bien, entre autres, Delon. Et Delon ne nous a pas dit ce qu'il ferait dans le cas où il apprendrait que c'est son fils qui a tué Markovic...

50 livrets militaires brûlés en Alsace

Nous avons reçu des comités de soutien aux objecteurs de conscience et à Raymond Schirmer un communiqué dont voici des extraits :

Trente-six personnes avaient déjà brûlé leur livret militaire à Mulhouse le 14 juin et à Colmar le 27 septembre 1975.

Quinze autres personnes ont à leur tour détruit publiquement et collectivement leur livret à Strasbourg samedi 25 octobre.

Par ce geste de désobéissance civile, ces personnes tenaient à répondre à l'indifférence notoire du préfet de région Sicurani. En effet, monsieur le préfet n'a pas daigné donner satisfaction aux exigences des trente-six premiers destructeurs de livrets.

D'autre part, M. Sicurani passe sous silence le problème de l'intervention de la police et de l'inculpation de sept personnes à Colmar le 27 septembre 1975. Aucune garantie n'a été donnée quant au retrait de toute poursuite individuelle, quant à la reconnaissance de la responsabilité collective de tous les participants aux actions.

Le 25 octobre, une centaine de personnes sont venues soutenir les cinquante Alsaciens et Badois qui ont procédé à cet acte de désobéissance civile pour obtenir la libération de Raymond Schirmer et la libération de tous les insoumis, objecteurs et soldats emprisonnés, la suppression des tribunaux permanents des Forces Armées.

La vérité sera-t-elle enfin faite sur l'affaire Ben Barka?

Medhi Ben Barka s'adresse à des villageois marocains.

IL aura fallu que Bachir Ben Barka, fils de Medhi Ben Barka, dépose une plainte contre X pour que l'enquête sur la mort de son père, le leader de l'opposition marocaine, disparu, assassiné en octobre 1965, ne soit pas définitivement enterrée. A quelques jours près, il y avait prescription. C'est-à-dire que pour la justice cette affaire aurait été définitivement classée.

Or dix ans après, alors qu'il y eut une première enquête, alors même qu'il y eut deux procès, bien des points sont restés obscurs concernant cette affaire. Et surtout sur le rôle qu'ont pu y jouer des personnalités proches du pouvoir, tel Focart responsable dans l'entourage de De Gaulle des problèmes concernant la communauté française, c'est-à-dire les problèmes concernant les colonies ou les ex-colonies de la France. Tel encore l'ex-député Lemarchand, gaulliste, avocat et presque certainement membre d'un réseau de barbouzes.

De Gaulle avait alors promis que toute la lumière serait faite. Lecanuet, à l'époque dans l'opposition, déclarait : **« Dans cette affaire, le ministre de l'Intérieur** (il s'agissait de Roger Frey, actuellement président du Conseil constitutionnel) **a commis un délit qui est passible de la Haute Cour ».** Aujourd'hui, Lecanuet est lui-même ministre de la Justice, depuis près de 500 jours. Il a fallu que le fils de Ben Barka dépose une plainte pour qu'il songe à ouvrir une nouvelle instruction. Sera-t-elle plus efficace que la précédente ? On peut sérieusement en douter quand on sait que De Gaulle lui-même dut s'incliner devant les réticences et les complicités de l'appareil judiciaire, de la police et des services secrets.

REEDUCATION PAR LE TRAVAIL

A défaut de « récupérer » les gens qu'elle met en prison, la société capitaliste sait récupérer le fruit de leur travail.

C'est ainsi qu'à Fleury-Mérogis et Melun, une société de brochage, « Brofanor », ayant connu des déboires financiers, a obtenu la possibilité de s'installer dans ces prisons avec un matériel moderne. En échange du travail qui leur est demandé, 10 heures chaque jour, les détenus reçoivent de l'administration la somme remarquable de 250 F par mois, de laquelle sont défalqués les frais de nourriture et autres frais divers !

Il paraît que, dans les prisons, on procède à la « rééducation par le travail ». Est-ce qu'on ne ferait pas plutôt de bons surprofits sur de la main-d'œuvre à bon marché ?

Ce que fut l'affaire Ben Barka

Le 29 octobre 1965, Ben Barka, leader de l'Union Nationale des Forces Populaires (parti d'opposition au régime d'Hassan II au Maroc), était enlevé en plein Paris. On ne devait plus jamais retrouver trace de lui.

On apprit ensuite que l'enlèvement avait été réalisé par des policiers en exercice qui faisaient en quelque sorte des heures supplémentaires pour rendre service à la police marocaine, et en particulier à son chef Oufkir, qui participa de très près à cette opération. Ils faisaient cela en plus de leur activité normale, mais pas à l'insu de leurs chefs puisque il fut établi que ceux-ci furent très rapidement mis au courant de cette affaire.

Ben Barka fut ensuite séquestré dans la maison d'un ex-truand. Mourut-il d'un « accident » dû à un interrogatoire trop poussé ? Fut-il assassiné délibérément ? Nul ne le sait encore aujourd'hui. Toujours est-il que la police française collabora à l'enlèvement d'un leader politique de l'opposition sur le sol français, enlèvement auquel participèrent un ramassis de truands connus (aujourd'hui morts pour la plupart de mort violente), d'agents des services de contre-espionnage et même l'adjoint d'Oufkir, Dlimi, qui assista en personne aux interrogatoires de Ben Barka dans la villa de la région parisienne où on l'avait transporté.

Les procès qui suivirent ne virent comparaître que des acteurs, en fin de compte les sous-fifres de l'affaire. Dlimi, présent au procès, fut acquitté, Oufkir fut condamné à mort par contumace, mais resta ministre de l'Intérieur d'Hassan II.

Une affaire qui illustre à la fois le type de collaboration qui peut s'établir entre les polices, quelquefois même à l'insu des responsables politiques du gouvernement, en même temps qu'elle illustre l'incapacité du gouvernement à contrôler son propre appareil d'Etat, son incapacité même à le sanctionner. Tant il est prisonnier des hommes et des instruments qu'il utilise !

L'attentat, *film de Yves Boisset qui date de 1972, relate cette affaire sous une forme à peine romancée.*

dossier

les courses... le tiercé...

UN OPIUM

(Ph. G. Raymond-D

LES paris sur les courses de chevaux sont devenus ces dernières années un phénomène national en France. Jadis, cela n'intéressait qu'une petite fraction de la population. Aujourd'hui, essentiellement avec le tiercé, c'est le quart ou le tiers de la population adulte française qui se livre plus ou moins régulièrement à ce jeu. Chaque dimanche, des millions de Français et de Françaises passent souvent des heures à calculer, supputer, estimer les chances de tel ou tel cheval... ou de tel ou tel numéro, puis à espérer que la chance se présentera.

Et cela avec la bénédiction et même les encouragements des pouvoirs publics et du gouvernement.

Car cet engouement présente deux avantages pour ceux-ci. D'abord, il rapporte de l'argent au Trésor public. Entre un milliard et demi et deux milliards par an. Encore plus l'année prochaine, quand le tiercé sera porté à 5 F et les impôts prélevés sur sa recette encore augmentés.

Ensuite, il constitue un excellent dérivatif. Il suffit d'entendre à l'atelier, au bureau, les conversations et de voir la place qu'y prend le tiercé à la fin de la semaine pour discuter des pronostics, au début pour s'entretenir des résultats. Dans une vie pauvre en loisirs, en distractions, en véritable culture surtout, il est l'un des principaux passe-temps.

Mais c'est un passe-temps frelaté. Pire même, puisqu'il consiste à bercer d'illusions celui qui s'y livre : illusions que l'on peut changer son sort sur un coup de chance (et tous les joueurs en ont peu ou prou, même ceux qui s'en défendent et prétendent jouer pour s'amuser).

Bien sûr, le tiercé n'est pas le responsable de tous les maux. Il serait ridicule d'en faire un épouvantail.

Il n'empêche que, par l'importance qu'il a prise dans a vie quotidienne des travailleurs de ce pays, il constitue un des opiums avec lesquels on tente de les endormir. Qu'il y en ait bien d'autres et de plus dangereux, de l'alcoolisme à la religion, n'y change rien.

Courses et paris :

Pour l'amélioration de la race chevaline...

et celle de quelques fortunes

Théoriquement, deux principes régissent l'organisation des courses de chevaux et des paris. Ces deux principes ont été posés, il y a près d'un siècle et demi, sous le règne de Louis-Philippe, mais ils sont restés en vigueur à travers les modifications et adaptations qui ont eu lieu, nombreuses évidemment, depuis cette époque.

Tout d'abord, les courses ont pour but l'amélioration de la race chevaline. Ensuite, comme toutes les loteries, elles ne sont autorisées que si elles sont destinées à des *« actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts »*.

C'est au nom de ces deux principes que, après des avatars divers, une loi de 1891 confia aux seules sociétés d'encouragement de la race chevaline (essentiellement quatre : la Société d'Encouragement pour l'Amélioration des Races de Chevaux en France créée par Lord Seymour dit « Milord l'Arsouille », la Société de Steeple-chase, la Société pour l'Amélioration du Cheval Français de Demi-sang, et la Société d'Encouragement pour l'Amélioration du Cheval français de Demi-sang) ou à des sociétés de courses créées par elles, le monopole d'organisation des courses et celui d'organisation des paris.

Jusqu'en 1930 seul existait le PMH (Pari Mutuel sur l'hippodrome) c'est-à-dire qu'il fallait aller sur le champ de courses pour parier. Mais à cette date, pour concurrencer les bookmakers, illégaux mais florissants, qui prenaient les clients en ville, fut organisé le PMU (Pari Mutuel Urbain) qui installa ses officines dans les grandes villes.

L'amélioration de la race chevaline a toujours été un prétexte plus qu'autre chose. C'est encore plus vrai aujourd'hui où le cheval n'a plus aucune utilité ni pour l'armée ni pour le travail de la terre, ni pour les transports. Mais grâce en grande partie aux gains du PMU, les sociétés d'encouragement peuvent procéder à une distribution de primes aux propriétaires de chevaux de courses. Un rapport spécial de la Cour des comptes notait qu'en 1968, par leur intermédiaire, 458 millions de francs avaient été distribués aux propriétaires de chevaux de courses sous forme de primes ou surtout de prix attribués aux gagnants. La même année, sur 88 millions d'aides diverses attribuées par le ministère de l'Agriculture au cheval, 75 l'étaient au cheval de course.

Quant aux œuvres de bienfaisance, qui devraient être les bénéficiaires de cette immense loterie, c'est le côté le plus « farce » d'une institution qui en compte pourtant beaucoup. Le PMU se contente en effet de financer quelques caisses de secours de la profession (jockeys entre autres). On cite aussi la construction d'un hôpital. Inutile de dire que sur les sommes énormes qu'il brasse, il n'y en a pas beaucoup qui aboutissent de ce côté.

Les courses et les paris sont un énorme fromage pour l'Etat, pour les propriétaires de chevaux, et enfin pour toute une maffia qui va de l'aristocrate foncier au vrai truand, gens qui sous couleur d'améliorer la race chevaline, améliorent surtout leur compte en banque.

Un gagnant à coup sûr : l'Etat

Les sommes jouées chaque année dans les courses sont de l'ordre de 10 milliards de francs.

En 1973, l'ensemble des sommes jouées représentait très exactement 9.993.300.336 F pour tous les paris réunis (paris simples, couplés, et tiercés, au PMU et au PMH).

Sur ce total, les joueurs se sont repartagés une somme de 7,3 milliards, soit 73 % de l'ensemble.

L'Etat, pour sa part, a prélevé une somme de 1,6 milliards, soit 16 % du total des mises.

Il reste donc une somme de 1 milliard — 10 % du total — qui est revenue aux sociétés de courses et aux éleveurs. Elle est théoriquement destinée à l'amélioration de la race chevaline, à la construction et aux dépenses de fonctionnement des hippodromes, à des œuvres de bienfaisance. L'utilisation de cette somme doit être soumise au visa du ministère de l'Agriculture. Mais un rapport de la Cour des Comptes de 1970 a reconnu que ce contrôle « reste très formel ».

En 1973, les sommes misées sur le seul tiercé représentaient plus de 5 milliards, près de 55 % du total, et les prélèvements faits sur le tiercé par l'Etat sont plus importants que pour les autres paris (près de 20 %). Le montant qui revient aux parieurs, lui, est plus faible (69,23 % des sommes engagées). C'est ce qui explique, sans doute, que le tiercé soit l'objet de soins particuliers de la part de Fourcade.

Le P.M.U. :

UNE SOCIETE SANS BENEFICE...

MAIS NON SANS BENEFICIAIRES

En théorie, le Pari Mutuel, organisme privé et non pas de l'Etat comme on le croit parfois, ne fait aucun bénéfice. Une fois retirés les frais de fonctionnement des Sociétés, la part qui va aux œuvres de bienfaisance et les impôts prélevés par l'Etat, le reste doit être intégralement partagé entre les gagnants.

Mais en 1971, André Carrus, ex-directeur du PMU et inventeur du tiercé, a reconnu au cours du procès intenté à Monsieur X à propos du prix de Bordeaux que le PMU gardait une certaine somme d'argent, se constituait en fait une caisse noire.

En effet, le rapport d'un pari est calculé au centime près, mais pour le payer on arrondit au décime inférieur. Ainsi un joueur qui gagne 20,93 F (ou 20,99 F) ne touche que 20,90 F.

Les centimes de différence, disait Carrus, permettaient de faire face aux dépenses imprévues résultant des erreurs des employés... Mais les sommes mises de côté dépassaient largement le montant des erreurs des employés puisqu'elles seraient égales. suivant Carrus lui-même, à près de 50 millions de francs par an, 1,20 % des sommes manipulées. Depuis cette date, ces sommes seraient reversées au Trésor. C'est du moins la version officielle du PMU.

Pour simplifier le calcul des rapports, le PMU a la possibilité de laisser de côté dans ses comptes les petites mises des paris simples des centres secondaires de province. Mais du coup, ce fond réservé ne subit pas le prélèvement du Trésor Public, et reste donc dans les caisses du PMU. Cela se monterait à environ 20 millions de francs par an.

On peut y ajouter encore une partie des sommes laissées à la disposition des sociétés de courses pour des « œuvres de bienfaisance » et aussi celles que les parieurs gagnants ne retirent pas pour une raison ou une autre. Il y en aurait 4 pour 1.000 dans ce cas.

La caisse noire du PMU en vingt ans aurait finalement encaissé un milliard et demi de francs. Un milliard et demi dont personne ne sait l'utilisation... sauf sans doute les dirigeants du PMU et des sociétés de courses.

D'après les propres règlements du PMU, ce sont là des sommes volées aux parieurs. De toutes manières, elles constituent un coquet bénéfice pour une société qui est censée n'en faire aucun.

On comprend que les Carrus s'y accrochent de père en fils, puisqu'on trouve aujourd'hui au poste de directeur un certain P.A. Carrus, qui a succédé à A. Carrus.

dossier

les courses... le tiercé...

M. « X » : les vraies méthodes pour faire fortune aux courses

FEU Patrice Des Moutis est un excellent exemple de ce qu'il faut posséder comme moyens si l'on veut faire fortune aux courses.

Grand bourgeois, patron du premier cabinet d'expertise de France, lui, a effectivement gagné des milliards.

Ses relations dans la haute bourgeoisie, dans le milieu des courses et dans le milieu tout court, lui permettaient d'avoir les moyens, les protections, les tuyaux et les hommes de paille nécessaires à la construction de ses « coups ».

Sa méthode, officielle, était simple : il éliminait les chevaux qui n'avaient aucune chance, les grands favoris dont la cote laissait prévoir un faible rapport, et jouait massivement toutes les autres combinaisons possibles. Cela voulait dire risquer, et parfois perdre gros, mais aussi gagner très gros.

Sa méthode réelle était encore plus simple. Il mettait toutes les chances de son côté... en supprimant le « facteur chance » dans des courses toutes faites.

De 1960 à 1972, le PMU le fait interdire des champs de courses et bloque plus d'un milliard d'anciens francs que lui et ses acolytes ont gagné dans trois tiercés louches, mais il lui en paye au moins le double pour tous ceux où aucune faille n'a été décelée. Le PMU fait prendre une série d'arrêtés pour limiter ses paris. Des Moutis trouve à chaque fois le moyen de tourner la loi. Comme il le disait lui-même, avec un beau cynisme, « Si le PMU voulait vraiment protéger les petits parieurs, il ne permettrait pas que l'on puisse jouer vingt fois la même combinaison, ce que ne peuvent faire que les joueurs assez riches pour tenter de toucher le tiercé plusieurs fois ».

M. « X » fut trop gourmand, ou pas assez prudent. Il fut finalement inculpé et emprisonné de février à juillet 1975. Tout s'est écroulé. Ses relations l'ont abandonné et jusqu'à son journal « Le Meilleur » (dans lequel Monsieur X pronostiquait chaque semaine une autre combinaison que celle qu'il allait jouer lui-même) qui le lâcha au moment de son incarcération. Cela n'empêcha pas d'ailleurs « Le Meilleur » et son supplément « Monsieur Cheval », la semaine dernière, celle qui suivit le suicide de Des Moutis de broder sur le thème de l'amitié... et de révéler que Monsieur X, « ce mathématicien de génie », avait juste avant sa mort livré au « Meilleur » une nouvelle méthode pour trouver le tiercé gagnant. C'est ce qu'on appelle utiliser les morts.

Quelques trucs

Les trucs et les combines qui permettent d'arranger une course sont, bien sûr, innombrables.

Le plus simple est encore d'acheter les jockeys des chevaux qu'on ne veut pas voir à l'arrivée. Ça risque d'être un peu trop voyant, puisque le cheval que l'on retient est forcément un favori sur lequel tout le monde a les yeux fixés. C'est, semble-t-il, pour avoir ainsi acheté une quinzaine de jockeys dans une même course que Monsieur X est tombé. Il est vrai qu'il avait, là, un peu abusé...

Il y a la méthode inverse. On prend un jeune cheval qu'on juge bon. On le fait seulement courir dans des courses à handicap. Après une série de défaites successives, il sera considéré comme un mauvais cheval, on le chargera peu et peu de gens parieront sur lui. Sa cote sera forte. Il suffit alors de le présenter dans une petite course, où les prix ne sont pas élevés et donc où les chevaux ne sont pas des cracks. C'est là que ceux qui sont dans le coup misent gros sur lui au dernier moment. Le cheval gagne dans un fauteuil.

Les trucs des jockeys pour faire perdre leur cheval sont nombreux. On peut tirer sur les rênes, freiner le cheval. Mais c'est voyant. On peut faire mine de le cravacher, c'est plus discret. Ou bien se laisser enfermer dans le peloton ou encore démarrer en trombe pour épuiser le cheval au bout de quelques centaines de mètres, etc.

Pour gagner, on peut essayer de tricher sur le poids en se déchargeant d'une partie du handicap. C'est de plus en plus difficile paraît-il.

On peut aussi doper le cheval. C'est évidemment interdit et en principe on prélève maintenant la salive et l'urine des trois premiers de chaque course.

Mais des chercheurs se sont spécialisés et ont trouvé des traitements indécelables. Et il n'y a pas que le dopping qui survolte, il y a aussi la médecine qui endort... le favori.

On peut même, dans de petites courses de province, là où le contrôle est moins strict, faire courir un bon cheval sous le nom d'un toquard.

C'est ainsi que le sport hippique a de bien curieuses incertitudes.

Quelques termes

COTE : c'est la mesure des paris enregistrés sur un même cheval. Un cheval a une grosse cote quand peu de gens ont parié sur lui. S'il gagne, le parieur encaissera un gain proportionnel à sa cote.

Les cotes des chevaux varient bien sûr au fur et à mesure que l'heure de la course se rapproche.

HANDICAP : la course à handicap permet à chaque cheval d'avoir, au départ, théoriquement la même chance de gagner que les autres. En fonction de la valeur supposée de chaque cheval, c'est-à-dire en fonction de ses résultats antérieurs, on lui impose un poids supplémentaire plus ou moins lourd.

L'affaire du Prix "Bride abattue"

Quatorze jockeys achetés, plus de 500 millions anciens qui ont failli atterrir dans la poche de ceux qui avaient monté le coup, l'affaire du prix « Bride abattue » qui s'est couru le 9 septembre 1973 est le plus récent des grands scandales des courses.

On sait seulement que quatorze jockeys ont été achetés par des hommes du Milieu et qu'ils ont volontairement retenu leurs chevaux le jour de la course, laissant ainsi gagner des toquards que personne n'avait joués. Personne sauf quelques gros parieurs.

Ce jour-là, le PMU s'aperçoit d'une forte concentration de gros paris sur les mêmes combinaisons. Il bloque les gains, déclenche l'enquête. Les jockeys et les entraîneurs interrogés semblent d'abord avoir perdu la mémoire.

Puis l'un d'entre eux « se met à table ». Et on s'aperçoit qu'ils ont tous été achetés, puis menacés s'ils se mettaient à parler. Leurs relations avec la pègre sont établies. On découvre par ailleurs que Monsieur X lui aussi a fait engager une très forte somme sur la combinaison gagnante.

Deux témoins disparaissent. Un truand bien connu et un jeune jockey. Le truand est descendu dans la rue, le jeune jockey retrouvé « suicidé ». Monsieur X, un moment incarcéré, s'est à son tour suicidé.

L'enquête en est là. Des jockeys et du menu fretin sont inculpés mais on n'a toujours pas retrouvé le ou les « cerveaux », on n'a toujours pas découvert qui avait monté le coup.

Pour le milieu, pour les truands des courses, l'affaire du prix « Bride abattue » est un raté. Mais combien de réussites modestement tues ?

TIERCE des illusions à la les bourses

DE tous les jeux, de toutes les formes de paris qu'organise le PMU, c'est le tiercé qui est de loin le plus populaire. C'est lui qui a relancé la mode des paris, l'a étendue dans les plus lointains villages, en a fait un véritable phénomène social de masse.

Tous les dimanches sept à huit millions de Français vont y miser (et la plupart y perdre) 3 F ou plus. Une partie d'entre eux y vont même en semaine, maintenant qu'on a multiplié les tiercés (82 en 1974). Aujourd'hui, le tiercé représente 67 % de l'argent engagé dans le PMU (il n'est pas pris de tiercé sur les terrains par le PMU).

Pendant longtemps, seul le pari simple, où l'on mise sur un seul cheval, a existé. En 1949, pour combattre un certain ralentissement des paris, le PMU a mis au point le « couplé » où il s'agit de jouer sur les deux premiers. Puis, en 1954, il a lancé le tiercé où il faut miser sur les trois premiers et que l'on touche « dans l'ordre » ou « dans le désordre » suivant que l'on a donné l'ordre exact d'arrivée ou non.

Le tiercé a un énorme avantage sur la loterie nationale, qui connaît justement une désaffection qui grandit au fur et à mesure que le tiercé voit sa faveur s'accroître. Le parieur a l'impression d'être pour quelque chose dans sa propre réussite.

Le tiercé, en effet, entretient l'illusion d'un jeu plus ou moins scientifique : il faut s'y connaître en chevaux. Et puis, le joueur qui choisit lui-même ses trois chiffres a l'impression de ne pas entièrement laisser faire le hasard. Peu importe comment il choi-

LE TIERCÉ

Bien que Fourcade, ministre des Finances, ait démenti que le tierc allait augmenter en 1975, il a confirmé sur TF1 qu'il était question c mettre le tiercé à 5 F au début de l'année prochaine. Le gouverneme projette en même temps d'augmenter la part des impôts sur la recet du tiercé.

C'est la direction du PMU qui avait demandé au gouvernement l'aut risation de passer le tiercé à 5 F au lieu de 3 F. Elle espérait alors vo augmenter sa recette. Et même si, au pire, les gens ne jouaient pas pl d'argent, elle pensait réduire les opérations et le personnel et donc fai des économies.

De ce point de vue, l'expérience qui fut faite en passant le coup de 3 à 5 F en mai dernier a été concluante. Les premiers mois, la recet

COMMENT EST CALCULE LE RAPPORT

Les mises, ou du moins les 70 % qui restent lorsque l'Etat, les organisateurs de courses et les propriétaires de chevaux se sont servis, sont réparties entre les gagnants.

Si parmi ceux-ci il y en a dix fois plus qui l'ont donné dans le désordre que ceux qui l'ont donné dans l'ordre, un « exact » (ticket donnant le tiercé dans l'ordre) sera payé dix fois plus qu'une « base » (ticket dans le désordre). Mais si la proportion des « exacts » par rapport aux « bases » est beaucoup plus forte, il y a alors de toute façon un plancher qui fait que « l'exact » ne peut pas être payé en dessous de cinq fois la « base ».

UN JEU POPULAIRE

Voici les statistiques, pour quelques professions, du pourcentage de femmes et d'hommes jouant au tiercé.

	Fem.	Hom.
	%	%
Agriculteurs	12	14
Ouvriers	35	48,5
Employés	31	39
Cadres moyens	31	39
Cadres supérieurs ...	21	23

Comme le montrent ces statistiques, toutes les classes de la société jouent au tiercé. Pourtant ce sont les classes populaires urbaines qui sont les plus touchées. Cela n'a rien d'étonnant. C'était le but visé par les « inventeurs ».

C'était à eux, ouvriers et employés, bénéficiant de moins de possibilités, tant par la culture que l'argent ou les loisirs, pour se distraire mais davantage pressés par les besoins d'argent, que le piège du tiercé était tendu.

Le tiercé est effectivement un jeu populaire. Comme l'impôt. Au sens où c'est le bon peuple qui paie.

les courses... le tiercé... les courses

...à portée de toutes

sit les chiffres, en fonction de l'état du terrain, du palmarès des chevaux ou encore de sa date de naissance. Il « choisit », croit-il.

Cela vient de donner aux pouvoirs publics l'idée de lancer le « loto », qui sera une simple loterie... où l'on choisira ses chiffres.

Le tiercé a été conçu pour pouvoir être un jeu de masse. Il est certes possible de jouer gros (en jouant des « combinaisons complètes » ou même des « champs complets », c'est-à-dire tous les chevaux qui partent dans tous les ordres possibles). Mais 85 % des paris sont constitués du petit ticket à 3 F, qu'il suffit d'encocher avec la pince que le PMU vous consigne 1 F (le joueur repenti peut la rendre au PMU, on lui rendra ses 1 F).

Et tout le monde a l'impression de pouvoir gagner. S'il y a relativement peu de gagnants (4 sur 100 joueurs en moyenne) et si, contrairement aux idées reçues, la plupart des gagnants dans le désordre et même dans l'ordre ne touchent que des sommes relativement petites (au mieux, de quelques milliers de francs), il y a en a tout de même suffisamment pour qu'au fil des années un joueur régulier ait gagné ou connaisse des gens qui ont gagné.

Le « génie » du polytechnicien Carrus n'a rien à voir avec les mathématiques. Il est d'avoir mis au point un jeu qui, sans effort, entretient les illusions.

...A 5 FRANCS

n'a pas augmenté, mais le travail avait diminué. Et même, à l'heure actuelle où la recette du couplé a recommencé à monter et s'est accrue de 10 % par rapport au mois de mai, le travail reste inférieur de 20 à 25 %.

Pourtant, maintenant que le gouvernement vient de donner au PMU pour 1976 l'autorisation qu'il lui avait refusée l'an dernier, c'est le PMU qui ne semble plus tenir à cette augmentation. Il craint en effet que ceux qui croient plus au hasard qu'au mythe de la « science des chevaux » se reportent sur le loto et que l'augmentation du tiercé soit surtout une occasion pour augmenter le prélèvement de l'Etat.

La solution ? Probablement mettre le loto à 5 F. Il n'y aura pas de concurrence déloyale. Et Fourcade pourra même tirer des impôts supplémentaires.

Mieux que l'étalon-or l'étalon-cheval

LE record pour la vente d'un pur-sang vient d'être battu aux Etats-Unis. Wajima, un des meilleurs trois ans de sa génération, paraît-il, vient d'être cédé par ses quatre propriétaires pour la somme de 7 200 000 dollars (plus de 30 millions de francs).

Il avait été acheté yearling, c'est-à-dire à un an, alors qu'il n'avait jamais couru évidemment, pour la somme de 600 000 dollars. C'était déjà énorme, mais Wajima était le fils d'un autre crack. Malgré ce prix, ses acquéreurs avaient fait une bonne affaire, puisque deux ans plus tard, il a plus que décuplé sa valeur. Sans compter que cette année, en quinze courses, il a rapporté plus de cinq cent mille dollars de prix.

Et malgré le prix énorme qu'ils viennent de payer, ses nouveaux acquéreurs auront, eux aussi, probablement fait une bonne affaire. Dès l'année prochaine, il sera utilisé comme étalon et sa progéniture se vendra à son tour à des prix semblables à celui qu'il atteignait lui-même avant de courir. Il y aura des millions de dollars à ramasser.

Ainsi, autre exemple, Sea Bird, un des cracks des années 70 avait été loué — loué, pas acheté — en France 1 500 000 F par an comme étalon. Ses saillies valaient 80 000 F chacune.

Tous les pur-sang n'atteignent évidemment pas ces prix ni ne rapportent ce pactole. Mais il est tout de même tout à fait ordinaire qu'un poulain, avant d'avoir couru, donc avant que l'on sache ce qu'il vaut, soit vendu plusieurs centaines de milliers de francs, simplement au su de son pedigree.

Et si un certain nombre d'acheteurs sont forcément bernés et floués, une écurie de course semble un investissement suffisamment sûr pour qu'un bon nombre de capitalistes, qui ont fait leur fortune ailleurs, la placent en partie de ce côté.

Mai 68 : haut-de-forme déconseillé

Mai 1968 ne laissa pas le beau monde hippique indifférent. Il y eut des manifestations de lads à Auteuil et à Chantilly. Et il fut même recommandé aux membres des sociétés de courses et du Jockey-Club de ne plus venir en jaquette et haut-de-forme sur les hippodromes et de laisser leur rolls au garage.

L'aristocratie du crottin s'apprêtait à se fondre dans la foule en col roulé et à s'enfuir dans une « deux chevaux » démocratique, au cas où les hordes de Cohn-Bendit auraient eu l'idée de déferler sur les champs de courses.

Les étudiants et les ouvriers avaient bien d'autres choses à faire à l'époque. Mais la frousse qu'ils ont donnée aux riches oisifs qui paradent ordinairement aux pesages et dans les tribunes fait tout de même plaisir.

LES SOMMES ASTRONOMIQUES QUE PERSONNE NE TOUCHE

Le tiercé record a été atteint le 11 avril 1957 à Auteuil dans le prix du président de la République. Ce jour-là, dans l'ordre, il a rapporté 32.459.800 francs anciens pour 200 francs anciens.

Une seule ombre au tableau. Ce tiercé record... personne ne l'a touché. C'est évidemment ce qui explique son montant. Seuls quelques heureux qui l'ont eu dans le désordre reçurent 6.491.960 francs pour 200 francs.

C'est pourtant ce record qui fit une publicité énorme au tiercé, créé en 1954 mais sans grand succès jusque-là, et le lança auprès du grand public.

UNE CHANCE SUR 6.840 DE GAGNER DANS L'ORDRE

La probabilité de trouver au hasard les trois chevaux gagnants dans l'ordre d'une course où il y en a vingt d'engagés (le nombre moyen) est de une sur 6.840. Voilà exactement la chance qu'a le parieur qui joue sa date de naissance ou le numéro de sa plaque minéralogique. Mais celui qui s'essaie à tenir compte de la valeur des chevaux, des jockeys et des entraîneurs, de l'état du terrain, de la longueur de la course, etc., n'en a pas beaucoup plus, vu le nombre d'impondérables qui entrent en jeu.

En fait, les meilleures chances de gagner sont quand même de miser sur les favoris, c'est-à-dire les meilleurs chevaux ; mais même lorsque ceux-ci gagnent, le rapport est faible. Ou alors de jouer de très nombreuses combinaisons pour accroître ses chances, mais, vu la somme misée, le rapport sera aussi de toute manière faible. A moins que l'on mise une très grosse somme, au quel cas un faible rapport se traduira par un gros bénéfice en valeur absolue.

Les vrais joueurs « scientifiques » sont ceux qui effectivement ne laissent pas le résultat au hasard mais, par des truquages divers, arrangent autant que faire se peut la course d'avance. Mais leur nombre est limité à quelques joueurs richissimes, entraîneurs, propriétaires, jockeys ou truands.

UNE BELLE PROGRESSION

Lors de son lancement, en janvier 1954 à Enghien, le tiercé n'obtint que 2.830.000 francs (anciens bien entendu) de recette.

A la fin janvier 1975, pour le prix d'Amérique, la recette dépassa les 106 millions nouveaux (11 milliards d'anciens francs).

Deux chiffres qui mesurent... les ravages faits en vingt ans.

Le PCF : nettoyer les écuries d'Augias en les nationalisant

Le premier quotidien français à consacrer le samedi une page au tiercé, **Le Soir** de Marseille (appartenant au socialiste Defferre) a vu doubler son tirage ce jour-là. Du coup, presque tous les quotidiens s'y sont mis et **l'Humanité** n'a pas résisté. Tous les samedis, le journal du PCF publie ses pronostics (paraît-il assez appréciés des connaisseurs). Et le PCF n'a plus qu'à lutter pour rendre honnête le PMU.

Le livre du spécialiste de **l'Humanité**, Claude Picant **(T... comme tiercé)** donne le ton : **« Le PMU que chaque joueur ou presque croit candidement être un service public... n'a en fait aucune existence juridique et n'est rien d'autre qu'un service particulier de la Société d'Encouragement et des sociétés de courses qui en sont issues ».** Voilà le premier grief, d'où d'ailleurs le premier mot d'ordre : **« Nationalisation du PMU ».**

Le deuxième ? **« Limiter les paris au tiercé à 50.000 AF par personne. On ne gênera qu'un parieur sur dix mille et on supprimera cette scandaleuse et habile exploitation des petits par les gros. »**

Voilà donc tout ce que peut imaginer le PCF en la matière. Accroître encore les illusions en laissant croire à un tiercé « démocratisé » et permettre à l'Etat — qui est aujourd'hui le principal bénéficiaire du tiercé — de continuer à tirer chaque semaine des millions des travailleurs bernés.

Mais n'est-ce pas au fond appliquer au tiercé ce que propose le Programme commun pour toute la société ?

dossier

les courses... le tiercé...

les exploités DES HIPPODROMES ET DES ECURIES

Neuf pronostics différents de huit chevaux pour le même tiercé. En tout 17 chevaux sur 19 sont donnés comme gagnants possibles. Encore un tout petit effort ! Quand « Le Meilleur » donnera 19 gagnants possibles sur 19 partants, il pourra prétendre avoir fait des pronostics du tiercé une science exacte.

DES

Si toute la presse quotidienne accorde une place importante aux courses de chevaux (et plus particulièrement au tiercé), il y a une presse spécialisée qui ne vit que de cela.

Il y a un quotidien, Paris Turf Sport Complet, **qui tire à 227.000 exemplaires. (Il en vendrait 147.000.)**

Il y a surtout des hebdomadaires qui sont entièrement fondés sur le tiercé. Les plus

JOCKEY est, auprès des millions de parieurs, une profession pleine de prestige. Les jockeys passent pour gagner des millions. C'est peut-être vrai pour quelques-uns, les vedettes, comme dans tous les sports professionnels. Mais, pour un Yves Saint-Martin, il y a des centaines d'inconnus du grand public, qui gagnent péniblement leur vie, sans gloire et sans argent. Le mythe du jockey, issu des classes pauvres et devenant millionnaire grâce au sport, est aussi un des aspects de cette gigantesque foire aux illusions.

C'est aussi une profession dangereuse, en particulier dans les courses d'obstacles où doivent se reconvertir les jockeys vieillissants, qui ont tendance à prendre du poids. Depuis 1947, il y a eu une douzaine d'accidents mortels, rien que sur les champs de courses français. Les accidents graves, eux, ne se comptent pas.

Voilà la profession qui passe pour représenter le dessus du panier parmi les travailleurs qui s'occupent de soigner et de panser les chevaux. Voilà ce qui apparaît comme la promotion suprême pour des milliers de jeunes qui sont garçons de cour (ceux qui pansent les chevaux mais ne les montent pas, même à l'entraînement) ou lads (ceux qui ont le petit privilège d'entraîner aussi le cheval).

Ces milliers de travailleurs des écuries sont parmi les plus exploités, victimes eux aussi des capitalistes du cheval. La fortune de ceux-ci ne vient pas seulement de l'exploitation des illusions de ceux qui jouent au tiercé. Elle vient aussi de l'exploitation directe et sordide de toutes les catégories de travailleurs des hippodromes et des écuries.

la grève des lads

Dimanche 15 juin 1975, à Chantilly, sur l'hippodrome, ce sont les lads qui ont fait irruption pour défendre leur salaire, le respect d'horaires de travail fixes, le non-dépassement des normes de trois chevaux par lad (alors que souvent un même lad avait à s'occuper de quatre, cinq, voire six chevaux). Les gendarmes avaient alors fait aussi irruption sur la pelouse, mais en vain. C'est eux qui ont dû prendre la fuite. Le tiercé ce dimanche-là dut être supprimé.

« Ce n'est pas la première grève que nous faisions, **raconte un lad de Chantilly.** En 1965, on avait créé l'Association Professionnelle des Lads, et on avait fait grève. On allait avec les bâtons sortir des écuries ceux qui essayaient de travailler... Mais au bout de trois mois, les patrons ont acheté le chef de l'APL, qui est parti de plus avec la caisse du syndicat. Tout le monde était écœuré.

Il faut dire que l'on est très divisés. C'est un milieu pourri : les jeunes espèrent arriver, les autres sont déçus, jouent et boivent. Je m'engueule souvent avec les collègues. Je leur dis : « Même les plus exploitées, même les putains, elles savent faire respecter leur dignité, parce qu'elles se sont unies. Mais ici, on se laisse traiter comme des moins que rien. »

Le 15 juin on n'était qu'une soixantaine à manifester, mais ça a marché parce que la CGT nous a aidés. Depuis un an, l'APL est rentrée dans la CGT pour être plus forte et le jour de la manifestation tout le monde s'est arrêté. Les conducteurs des TRH (Société des Transports Routiers de l'Hippodrome, qui amène les chevaux sur le champ), le personnel technique de l'hippodrome, etc. ».

Une main-d'œuvre à l'œil : les apprentis

Si vous avez la curiosité de téléphoner au Centre d'Instruction hippique de Gouvieux (près de Chantilly), qui est un des principaux centres d'apprentissage pour lads et jockeys, on commencera par vous mettre en garde : « *Chez nous, les conditions physiques demandées à l'inscription sont très strictes car nous formons des jockeys pour le plat. Il faut que votre fils ait 14 ans révolus au 1er août prochain (début du stage probatoire d'un mois qui sélectionne les candidats) et qu'il mesure à cette date entre 1,35 m et 1,40 m et qu'il pèse entre 35 et 38 kilos.* »

Pour les questions financières, par contre, on vous rassure : « *Votre fils ne vous coûtera pratiquement plus rien, puisque vous n'aurez à payer que 100 francs de pension par mois. Le reste de la pension est pris en charge par les entraîneurs, car nos jeunes apprentis font un stage pratique chez un entraîneur tous les matins, les cours étant l'après-midi.*

— Mais alors, puisqu'ils sont en apprentissage, quelle est leur rémunération ?

— *Ce ne sont pas des apprentis, mais des scolaires. Ceci dit, souvent les entraîneurs chez qui ils travaillent leur donnent un petit pécule.*

— Leur argent de poche, quoi ?

— *Non, mais un pécule pour qu'ils puissent acheter leur équipement, pantalon, bottes, etc. Ce n'est qu'en troisième année, leur dernière année d'apprentissage, que l'entraîneur leur verse les pourcentages, c'est-à-dire les primes que touche le personnel adulte.* »

Et pourtant, dès la première année, on peut voir ces jeunes travailler de six heures à douze heures comme les autres dans une écurie, à l'entretien et à l'entraînement des chevaux, formant une bonne partie du personnel réel des écuries. Et puis, puisqu'ils sont apprentis, si à midi il reste encore un coin de cour à balayer, un cheval à rentrer, lorsque les autres lads s'en vont, on peut voir encore quelques jeunes s'activer pour finir le travail. Tant pis s'ils n'ont pas fini quand le car de ramassage passera. Après tout, à pied, le centre n'est pas bien loin.

Même si on me donnait dix millions, jamais je n'enverrais mon fils là-dedans

C'est un garçon de cour de 50 ans, père de neuf enfants, qui parle : « Vous comprenez, les gens se disent que ce métier, ça doit valoir de l'or. Alors vous avez un fils de 14 ou 15 ans qui ne réussit pas à l'école, il est trop petit et malingre, et vous l'envoyez là en rêvant qu'il sera jockey et qu'il gagnera bien sa vie. Mais il n'y en a pas un sur mille qui réussisse.

Et depuis treize ans que je travaille à l'écurie, j'en ai vu des mômes chialer, ou bien aller se rincer au robinet parce qu'ils ont le visage en sang. Pour les patrons, un cheval ça vaut une fortune. Alors pas question qu'un cheval ait la moindre éraflure. Et il faut que les gosses qui ne connaissent pas encore ce métier fassent attention. Les coups sont plus rares maintenant qu'avant. C'est surtout les coups de gueule ou les coups de pied au c... Mais avant ! Je me souviens d'un entraîneur qui a été condamné, il y a dix ans, à 500.000 F d'amende et cinq ans de privation du droit d'avoir des apprentis, parce qu'il avait attaché un gosse à un arbre pour le fouetter.

De toute façon, ce métier, c'est le Moyen Age. »

Ce que les lads ont gagné

Après la grève du printemps 1975, les entraîneurs ont dû céder et accorder aux lads une convention collective reconnaissant que la norme de trois chevaux par lad ne doit pas être dépassée (si un lad doit s'occuper de quatre ou cinq chevaux, cela doit lui être payé en heures supplémentaires), fixant les horaires et accordant un salaire à l'heure et non à la journée comme avant.

C'était une façon d'obliger les entraîneurs à respecter les horaires de travail et à payer les heures supplémentaires en cas de dépassement. L'envers de la médaille, c'est que les entraîneurs en profitent pour enlever une demi-heure de paye pour le moindre retard ou dépassement du temps de pause au moment du casse-croûte.

Et, pour certains, l'étapissement du salaire horaire s'est traduit par un respect et une diminution des horaires de travail, ce qui est un progrès, mais aussi par une baisse de salaire. Un garçon de cour, par exemple, qui gagnait 62 F par jour, est payé maintenant 9,50 F de l'heure. Il travaille tous les jours (samedi inclus) de 6 heures à 12 heures et de 17 heures à 19 heures. Mais on ne lui compte que 7 h 30, enlevant une demi-heure pour la pause du matin. Si bien qu'en cinq jours il a fait 37 h 30 et que c'est donc seulement 5 heures des 7 h 30 du samedi qui sont payées au taux des heures supplémentaires, alors qu'avant c'était la journée complète qui était majorée. Quant au dimanche (la plupart des lads travaillent sept jours sur sept), il était payé journée double. Aujourd'hui, il est bien moins payé, car l'horaire est plus court (3 heures le matin, 3/4 d'heure le soir).

Et puis la convention collective est loin d'être appliquée partout, bien des entraîneurs profitant de la division qui règne entre les lads, des espoirs qu'ils font miroiter à certains pour exiger des dépassements d'horaire, imposer plus de trois chevaux par lad, etc.

La grève des lads du printemps 1975 a été leur première victoire. Mais, pour faire respecter leurs droits, il leur faudra encore bien des luttes, qui seront d'autant plus difficiles que ce n'est toujours pour l'instant qu'une petite minorité des lads qui a compris la nécessité de se syndiquer et de s'unir.

les courses... le tiercé... les courses

HORO-SCOPE

Le plus drôle dans les journaux de pronostics, qui affirment tous avoir des méthodes absolument scientifiques pour déterminer leurs favoris, c'est qu'ils publient en même temps un horoscope pour le tiercé.

Et ils n'hésitent pas à avancer des chiffres différents en fonction de la date de naissance du parieur... pour le même tiercé, bien entendu.

PRONOSTICS FACILES

célèbres sont Le Meilleur et Spécial Dernière, **qui tirent tous deux à plus de 500.000 exemplaires et vendraient à 301.000 pour le premier et 341.000 pour le second. Tous deux se veulent aussi des hebdomadaires d'informations à sensation, exploitant sans scrupules les préjugés des gens, prêts à tout pour vendre de la copie. On peut citer encore** Week-End **(tirage 360.000, vente 247.000 exemplaires) et** Panorama - Tiercé **(tirage 276.000, vente 170.000 exemplaires) qui sont entièrement consacrés aux courses et au tiercé.**

Quant à la valeur de leurs pronostics et à l'aide qu'ils peuvent apporter aux parieurs, un simple exemple les situe très exactement.

La semaine passée, pour une course de 19 chevaux, le « prix de Nabob », Le Meilleur **ne donnait pas moins de neuf pronostics différents, chacun de huit chevaux. Du coup, sur les 19 partants, 17 étaient au moins pronostiqués une fois par le journal. On le voit, ç'aurait bien été le diable si les trois chevaux gagnants n'avaient pas été donnés d'une manière ou d'une autre.**

Mais c'est très exactement ce qu'on appelle se moquer du monde et de ses lecteurs.

LE CASINO DU PAUVRE

AUTREFOIS, une certaine réprobation morale entourait le joueur. Le joueur riche était celui qui risquait sa fortune sur un coup du sort. Le joueur pauvre misait sa paie et laissait dans la misère femme et enfants. Aujourd'hui, le jeu n'atteint plus ces extrémités. Le parieur du dimanche risque simplement 10 ou 15 F, et cela ne retire rien ou presque rien de l'assiette de ses enfants. Et puis, disent les joueurs, faire des combinaisons, spéculer sur les chances de tel ou tel cheval, cela occupe l'esprit. C'est un plaisir presque intellectuel, un jeu au vrai sens du terme.

Sans doute. Mais, si pour les gens aisés le tiercé reste une façon de tuer le temps et parfois d'arrondir sa fortune, pour la majorité des joueurs, pour les gens de milieu populaire, le tiercé repose avant tout sur leur espérance inavouée du gros coup de chance qui va changer la vie. Derrière le rite anodin du dimanche, il y a avant tout l'illusion de s'en sortir, une immense insatisfaction sociale et une naïve croyance au miracle.

A ce titre, le tiercé, tout comme les combats de coqs dans les pays sous-développés, tout comme la loterie ou le Toto calcio italien, remplit une fonction sociale. A sa façon, il maintient l'ordre : il dévie vers l'illusion d'un changement de situation miraculeux les légitimes désirs des exploités.

Le joueur est au fond une dupe. Et une dupe consentante. Il ne fait de tort à personne ? C'est bien possible, mais il s'en fait à lui-même. Et quand les joueurs se comptent par millions, cela devient un problème social. L'illusion est une forme de soumission.

Un ouvrier de Creusot

Dans mon atelier, où travaillent environ 150 personnes, au moins la moitié jouent aux courses. La moyenne dépense à peu près 10 F chaque dimanche.

En général, très peu de gagnants. C'est simple, depuis que je suis dans cet atelier (décembre 1974), je n'ai pas encore vu un gagnant, enfin, de gros gagnants ; des petits, de temps en temps. Quand les joueurs gagnent une petite somme, ils la rejouent immédiatement. Certains jouent aussi par équipe. Ce sont surtout les gars au-dessus de 30 ans qui jouent. Beaucoup moins les jeunes.

J'ai essayé de leur expliquer que leur argent va directement dans les poches de l'Etat. Ils me répondent qu'à ce compte-là tout y va : les impôts, les vignettes, etc.

Deux travailleurs

LO : **Avez-vous déjà gagné ?**

Premier joueur : Moi, non. Cela ne fait qu'un an que je joue...

LO : **Et vous ?**

Deuxième joueur : Non, je joue depuis 1970.

LO : **Y mettez-vous beaucoup d'argent ?**

Premier joueur : Je joue 12-15 F tous les dimanches.

LO : **Depuis 1970, combien avez-vous dépensé à peu près ?**

Deuxième joueur : Oh, au moins 500.000 F anciens.

LO : **Il faut que vous gagniez beaucoup pour récupérer tout cela...**

Premier joueur : Il y en a qui gagnent cinq millions, six millions... Il y en a d'autres qui gagnent cent mille, cinq cent mille. Cela, c'est la chance.

LO : **Comment jouez-vous ? Connaissez-vous les chevaux qui courent ?**

Deuxième joueur : Non.

Premier joueur : On n'y connaît rien. De toute façon, cela ne sert à rien : c'est une question de chance, c'est tout...

LO : **Et si par hasard vous gagniez quelque chose ?**

Premier joueur : Si je gagnais cinq millions, je retournerais en Algérie, je ne resterais pas là. Là, ça ne va pas. J'ai été sept mois en Algérie et, depuis que je suis revenu, je n'ai pas retrouvé de travail. J'ai fait toutes les entreprises du bâtiment : je n'ai rien trouvé... C'est dur. J'ai neuf enfants là-bas. Je suis en France depuis 1951, mais maintenant c'est dur... J'attends la chance. Mais quand j'aurai du travail, je ne jouerai plus au tiercé.

Un patron de PMU

Celui-là a tous les préjugés qu'il est possible d'avoir. Pourtant, ses doléances résument assez bien celles des patrons du PMU que les correspondants de Lutte Ouvrière **ont pu rencontrer au cours de leur enquête.**

LO : Qu'est-ce que vous pensez du PMU ?

R. : **J'en pense que ça m'emm... bien. Je l'arrête à la fin de l'année.**

LO : Pourquoi ?

R. : **Ça ne rapporte pas suffisamment pour le travail que ça donne. J'ai la responsabilité de la recette. C'est plusieurs millions et on est toujours à la merci d'un hold-up. Et en plus, ça n'amène pas une clientèle intéressante.**

LO : Qui joue au tiercé ?

R. : **Les ouvriers. Beaucoup d'étrangers. Ils croient au miracle. C'est le bordel partout. Voyez ; il y a deux poubelles à ramasser (de vieux tickets, encoches, journaux). Ils m'esquintent tout. Et on prétend qu'ils consomment... non, ils font la queue. Le PMU, c'était bon dans le temps... Maintenant, ce n'est plus intéressant, parce que c'est devenu un bureau d'enregistrement. Ils vont au PMU comme ils vont à la poste, comme ils vont payer leurs impôts. C'est tout.**

LO : Quelles conditions vous fait le PMU ?

R. : **Nous payons la TVA sur le PMU. Ça nous fait 0,87 %. Dessus, il faut payer la caissière, le dimanchier, la responsabilité, l'entretien, le matériel, parce qu'ils vous esquintent tout, ils écrivent partout. Le matériel dans un PMU ! Le matériel, tables, chaises, ça dure dix-douze ans dans un café. Dans un PMU, il fait huit ans...**

Un agent de police de Tours

Un agent de police, qui venait, en uniforme, jouer dans un PMU de Tours, déclare au correspondant de Lutte Ouvrière : « J'aime mieux donner mon argent là qu'à Giscard ou au bistrot ».

Une réflexion que nos correspondants ont entendue ailleurs. L'ennui c'est que, là, le parieur donne quand même son argent à Giscard, sinon au bistrot.

Les accidents du travail sont considérés comme normaux

« Je n'avais pas assez de force. Plusieurs fois j'ai failli m'évanouir par l'effort causé par le tas de fumier. Je ne pourrais vivre longtemps dans cette atmosphère de violence, de racisme, de haine... » Quelques jours après avoir écrit à ses parents cette lettre désespérée, le jeune Kamel Bensad, 14 ans, élève à l'école de Maisons-Laffitte, est mort le crâne fracassé sur un arbre au cours d'une chute de cheval.

Car les accidents sont fréquents dans le métier, et encore plus chez les débutants. Mais pour eux « c'est le métier qui rentre » dit-on, quand il ne s'agit que d'une jambe cassée. Et à Maisons-Laffitte, centre d'entraînement de steeple-chase qui compte 2.500 chevaux répartis entre 70 entraîneurs, l'hôpital des jockeys ne désemplit jamais.

Et il n'y a pas que les chutes de cheval. Parfois, c'est même à l'écurie que l'accident arrive.

« Je n'en sais rien, mais une machine, au moins, n'est pas agressive. Elle ne vient pas vous chercher. Tandis qu'un cheval peut devenir méchant », répondait un garçon de cour au juge qui lui reprochait de se plaindre d'un accident et osait lui dire : « Vous vous plaignez pour pas grand-chose. Qu'est-ce que vous diriez si vous travailliez en usine ! »

La vraie réussite mathématique de Carrus : le système de paie des employés du PMU

SACHANT que le PMU emploie 3.000 employés permanents et qu'il y a douze mois dans l'année, et étant donné que deux employés différents ne doivent pas toucher le même salaire (pour mieux diviser) et qu'un même employé ne doit pas avoir deux fois la même paie (pour qu'il n'y comprenne rien), combien y a-t-il de combinaisons possibles ? Donnez la réponse dans le désordre, pour qu'on ne puisse rien vérifier.

Tel est le problème que monsieur Carrus a su résoudre. Et si c'est le système du tiercé, somme toute assez simple, qui a rendu célèbre cet ancien polytechnicien, la grande œuvre mathématique de sa vie est sans nul doute le système de paye de ses employés.

Avant la grève de 1969, mis à part un salaire de base ridiculement faible, la paye des employés était constituée seulement par les primes. D'abord la prime de rendement : il s'agit d'un travail aux pièces, mais perfectionné, le taux de la prime dépendant non seulement du nombre de bordereaux traités par l'employé mais aussi du pourcentage de bordereaux gagnants et du type de paris traités.

A cela s'ajoute la prime d'ensemble par course (égale au « quotient moins 100, multiplié par 3,30 %, divisé par le nombre d'employés titulaires inscrits, plus celui des auxiliaires présents »). C'est l'intéressement à l'entreprise.

Et puis, il y a des primes de service, d'agence, de nuit, de départ tardif, etc. (On ne peut pas être exhaustif.)

Au début, le recrutement du personnel ne se faisait que par relations personnelles. Malheureusement pour messieurs Carrus et Alexandre, l'ampleur prise par le tiercé les a obligés en 1968-69-70 à embaucher plus largement, par annonces. Cela leur a valu la création, à côté du syndicat maison, de sections CGT et CFDT... et puis la grève de 1969.

Depuis cette grève, le gros du salaire pour les titulaires est un salaire fixe, indépendant des aléas des courses. Mais demeure tout de même tout le système des primes, certaines simplement incorporées dans le salaire de base, ce qui pour les employés rend plus difficile le calcul de leur paie que le pronostic du tiercé dans l'ordre

Dans les entreprises

EN LUTTE

Mercredi 22 octobre

GROUPE DES ASSURANCES DE PARIS : les dactylos du « pool » auxquelles se sont joints d'autres employés du siège (effectif : 2.500 personnes) sont toujours en grève depuis le 13 octobre. Elles veulent obtenir le remplacement de primes de rendement par une augmentation forfaitaire de 150 F par mois.

RHONE-POULENC - Chalampe (Haut-Rhin) : quelque 500 grévistes ont bloqué pendant près d'une heure la douane franco-allemande, proche de l'usine. La grève dans cette entreprise, qui entre ce jour dans sa deuxième semaine, affecte environ 1.200 des 1.500 salariés et porte sur des revendications salariales et le retour aux 40 heures de travail hebdomadaire.

SOVIREL - Bagneux-sur-Loing : le personnel est en grève avec occupation pour 24 heures. Les grévistes ont bloqué la N7 en fin d'après-midi et distribué des tracts aux automobilistes.

CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE - Pont-de-Vaux : les 80 travailleurs de l'usine, en grève depuis le 17 octobre, ont décidé ce jour d'occuper celle-ci. Ils demandent une augmentation de 150 F uniforme, une révision des classifications et l'amélioration des conditions de travail.

LIBRAIRIE « LA JOIE DE LIRE » - Paris : le personnel, apprenant que l'administrateur provisoire nommé par le tribunal de Commerce envisage de licencier la totalité du personnel et de fermer la librairie à la fin du mois, a décidé de faire appel à toutes les organisations syndicales, partis politiques et personnalités pour constituer un comité de soutien.

Jeudi 23 octobre

ERNAULT-SOMUA - Cholet : les 800 travailleurs de l'usine ont entamé leur troisième semaine de débrayages partiels pour appuyer leurs revendications concernant le salaire et les conditions de travail.

HOOVER FRANCE - Dijon : les 299 licenciements qui avaient été annoncés (sur 975 salariés) sont suspendus, les pouvoirs publics ayant pris en charge l'indemnisation du chômage partiel sur la base de 470 heures par an. Cette convention, qui doit entrer en vigueur le 1er décembre, est conclue pour une durée de six mois et renouvelable.

KLEBER-COLOMBES - Argenteuil : les bureaux de la direction ont été occupés par une centaine de travailleurs pour protester contre une sanction prise contre trois délégués du personnel pour affichage en dehors des panneaux réservés à cet usage.

Vendredi 24 octobre

PBTP - Pontailler-sur-Saône : deux membres de la direction retenus dans l'usine depuis le matin ont été libérés le soir par une cinquantaine de gendarmes. Cette opération de « séquestration » avait été décidée à l'unanimité par le personnel et accompagnée d'une grève immédiate avec occupation des locaux, après que le P-DG ait annoncé au Comité d'entreprise son intention de licencier 109 personnes sur les 114 que compte l'entreprise.

RHONE-POULENC - Chalampe : quelque 200 grévistes ont manifesté ce jour dans les rues de Mulhouse où une délégation a été reçue à la sous-préfecture.

HELLIO-CACHAN - Chilly-Mazarin : environ 250 travailleurs ont occupé pendant une heure la mairie de Longjumeau. Les salariés d'Hellio-Cachan occupent leur entreprise depuis le 2 juillet pour s'opposer à sa fermeture.

Samedi 25 octobre

LE BIEN PUBLIC - Dijon : le quotidien dijonnais ne paraît pas ce jour en raison d'une grève du personnel des services techniques. Le mouvement doit se poursuivre la semaine suivante sous forme de refus des heures supplémentaires et d'une grève d'une heure chaque jour, ce qui doit obliger le journal à réduire sa pagination. Le conflit porte sur des problèmes de salaire.

LE MEUBLE DE STYLE FRANÇAIS - Toul : les 80 ouvriers qui occupent l'usine depuis le 8 octobre ont annoncé au cours d'une conférence de presse à Nancy qu'ils avaient décidé de remettre en route les installations à partir du lundi 27 octobre afin de reprendre la fabrication à leur compte.

Dimanche 26 octobre

IDEAL-STANDARD - Dammarie-les-Lys : une journée portes ouvertes a été organisée avec succès par les syndicats pour faire connaître à la population le scandale de la fermeture de cette usine qui employait 750 personnes, ainsi que leur volonté de continuer la grève avec occupation entamée, il y a presque un mois.

Lundi 27 octobre

REBOUL SOPRA - Annecy : les travailleurs de cette usine qui fabrique des tubes de rouge à lèvres sont en grève et occupent les locaux depuis le 21 octobre afin d'appuyer des revendications salariales. L'usine emploie 650 personnes dont les deux tiers sont des femmes.

CEM-PARVEX - Dijon : des ouvriers de cette entreprise qui emploie 900 salariés ont entamé l'occupation des locaux de l'entreprise. Dans cette usine, l'horaire hebdomadaire a été réduit à 24 heures et 130 employés ont déjà perdu leur emploi. Par ailleurs, deux nouvelles vagues de licenciements seraient envisagées : 50 pour la fin du mois d'octobre et 40 pour la fin du mois de novembre. Une autre usine du même groupe, située à Décines (Isère), est en grève avec occupation des locaux depuis le 22 octobre.

LA PATERNELLE : la grève se poursuit.

Mardi 28 octobre

RHONE-POULENC - Chalampe : 200 grévistes de l'usine ont bloqué pendant plusieurs heures la douane de Chalampe.

PCUK :
SERVICES TRAVAUX EN GREVE

Depuis le lundi 20 octobre, les 300 travailleurs des services « travaux » de l'usine PCUK de Villers-Saint-Paul (Oise) sont en grève avec blocage des portes : ils empêchent les camions de circuler.

Il y a un mois, la direction annonçait en effet la réduction de la semaine à 36 heures, avec perte de salaire, pour mille travailleurs sur les 3.000 de l'usine, ce qui provoqua un coup de colère, et l'invasion des bureaux directoriaux.

Les services travaux décidaient de refuser de venir travailler les week-ends. Mais quand ils s'aperçurent que le travail était fait par une entreprise extérieure, ils se mirent aussitôt en grève. Et le sont toujours. A 300 seu'ement.

Les réductions d'horaires, ou plus exactement leurs conséquences financières concernent pourtant tous les travailleurs de l'entreprise.

L'extension indispensable du mouvement ne dépend pas seulement des objectifs fixés. Mais pour cela, il ne suffit pas, comme le fait la CGT, de proposer le retour aux 40 heures.

Si la direction réduit l'horaire, tant mieux. Mais il faut, tous ensemble, imposer que cela se fasse sans diminution de salaires : voilà le seul objectif susceptible d'unifier tout le monde.

en grève

A côté de Clermont
LE "RADAR" DE LEMPDE EN GRÈVE

Les employés de Radar en sont à leur cinquième semaine de grève, toujours aussi déterminés. Quotidiennement, les piquets explicatifs devant le parking s'adressent aux clients : *« N'achetez pas, Radar est en grève ! Nous réclamons 200 F, nous n'en gagnons que 1.400. »* La plupart du temps, les automobilistes font demi-tour, le parking est presque vide. De plus, les grévistes réclament la fermeture du magasin à 20 heures au lieu de 20 h 30 le samedi et la fermeture de la cafetéria le dimanche matin.

Sept ou huit fois déjà, les grévistes ont eu à résister aux attaques de cadres, de la police et de provocateurs. Ainsi, le 21 octobre, c'est à coups de lance à incendie que la direction a tenté de les déloger du magasin où ils manifestaient ; la police appelée en renfort a mis une heure pour en venir à bout. Mais le moral reste bon.

Au début de cette semaine, la direction a enfin accepté de négocier. Pour le moment, elle propose 2,5 % d'augmentation, deux heures et demie de réduction d'horaire pour les professionnels qui passent à 45 heures et surtout la suppression de contrats provisoires de trois mois. Cela ne fait pas le compte, surtout que trois ouvriers sous contrat provisoire ont été licenciés. Les grévistes exigent leur réintégration. Pour le moment, Radar est toujours en grève et les employés décidés à obtenir satisfaction.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

23 OCTOBRE

Trois pompiers ont été grièvement brûlés et intoxiqués en colmatant la cuve d'un entrepôt de droguerie de Nancy, remplie de 16.000 litres d'acide nitrique. La vanne de la cuve ayant éclaté laissait échapper le liquide dans la rue. Les pompiers, malgré leur équipement spécial, ont été atteints aux mains et aux bras et ont eu les voies respiratoires affectées par les vapeurs nocives. Transportés à l'hôpital, ils ont dû être admis en salle de réanimation.

25 OCTOBRE

Un ouvrier de 35 ans, père de trois enfants, est mort écrasé par le poteau de téléphone qu'il était en train de planter. C'est la rupture de la flèche de l'engin qui sert à enfoncer les poteaux qui a provoqué l'accident. Le conducteur de l'engin lui-même, éjecté, a été légèrement blessé.

Selon un délégué CFDT de l'entreprise, l'Alsthom-CGEE à Villeurbanne, *« la félure d'une pièce mal ressoudée est la cause évidente de la rupture »*.

Un ouvrier a été tué et un autre blessé au cours du démontage d'une grue sur un chantier de construction, à Granville (Manche). Pendant l'opération, la nacelle dans laquelle se trouvaient les deux ouvriers est tombée d'une hauteur de trente-cinq mètres environ.

27 OCTOBRE

Un ouvrier a trouvé la mort et cinq autres ont été blessés alors qu'ils travaillaient dans une maison en démolition à Plabennec (Finistère). Les six ouvriers se trouvaient au deuxième étage de la maison lorsqu'un pan de mur s'est effondré. Le plancher n'a pas résisté et les six ouvriers ont été précipités au rez-de-chaussée.

28 OCTOBRE

Un échafaudage sur lequel travaillaient plusieurs ouvriers s'est effondré à Orange. L'un d'eux, âgé de 23 ans est mort.

AIR FRANCE :

3e semaine de grève à Orly-Nord

Trois semaines après le début du mouvement, les débrayages, toujours aussi suivis (90 % du personnel), continuent quotidiennement à Orly Nord. Chaque jour une assemblée générale se tient, réunissant régulièrement près de deux mille travailleurs.

Le vendredi 24 octobre, à Roissy, des barricades ont été dressées dans la zone d'entretien de l'aérogare Charles-de-Gaulle par les grévistes, pour empêcher la sortie des avions vers leurs aires de départ.

Les manifestations à l'aérogare d'Orly, à Paris, auxquelles se sont joints les travailleurs des pistes, de l'hôtellerie, une partie du fret et quelques administratifs, n'ont pas manqué durant tous ces jours, sans pourtant suffire à contraindre Air France et le gouvernement à satisfaire la principale de nos revendications, à savoir les 200 F.

Aujourd'hui encore, la grande majorité des travailleurs continue la lutte. Alors il est possible d'obtenir satisfaction, à condition toutefois de ne pas se limiter à des débrayages quotidiens de quatre heures comme le proposent depuis trois semaines les dirigeants de la CGT et de la CFDT. Depuis le début, ils ont affirmé que ces débrayages seraient suffisants et prétextaient, en s'opposant aux vingt-quatre heures reconductibles, qu'il fallait faire des mouvements à « l'économie ».

Si nous voulons voir nos revendications satisfaites, il est à présent urgent de montrer à la direction d'Air France et au gouvernement qu'ils se trompent fort en espérant un effritement de notre mouvement. Et cela, nous le pouvons en décidant les 24 heures reconductibles avec occupation.

Correspondant LO.

Des cadres en action

On savait que certains cadres se considéraient comme les zélés serviteurs de la direction. Mais voilà qu'ils ne se contentent plus de vendre leur conscience. Ils ont enfilé la tenue grise (améliorée) des manutentionnaires et transportent eux-mêmes les bagages.

Ils ont peut-être voulu passer ainsi inaperçus. Il est vrai que si nous avions pu leur choisir une tenue, nous l'aurions choisie jaune.

Les travailleurs d'Air France manifestent. *Photo LO*

Les Blanchisseries de Pantin en grève

UN tiers des 650 travailleurs des Blanchisseries de Pantin sont en grève depuis le 20 octobre à la suite du licenciement d'un représentant syndical CFDT au Comité d'entreprise, Melika.

En procédant à ce licenciement, le patron entendait interdire la formation d'une section syndicale CFDT qui avait été déclarée une quinzaine de jours plus tôt. Il n'y avait jusque-là dans l'entreprise qu'un syndicat CFT entièrement dévoué au patron.

Dès la désignation de Mélika, qui est livreur, la direction a envoyé des inspecteurs auprès des clients pour chercher un prétexte au licenciement. Elle a trouvé une cliente qui s'est plainte du manque de quatre torchons dans un paquet et elle accuse Mélika de les avoir volés.

Les grévistes exigent la réintégration de Mélika et la reconnaissance du droit syndical. Mais ils luttent aussi pour les conditions de salaire et de travail.

Les horaires de travail sont très longs. Dans certains services, on travaille neuf heures par jour et encore le samedi matin. Ceux qui préparent les livraisons ne peuvent pas sortir avant que le travail ne soit complètement terminé.

Pour des horaires aussi longs, le salaire n'atteint pas toujours le SMIC. Ainsi, un manutentionnaire touche 7,57 F de l'heure, y compris une prime horaire de 1,21 F qui peut lui être retirée s'il ne fait pas toute sa production. Retenues faites, il touche 1.475 F pour 195 heures de travail.

Les grévistes exigent 1.700 F minimum et 200 F d'augmentation pour tous.

Les conditions de travail sont dignes de l'esclavage. La blanchisserie travaille surtout avec des linges d'hôpitaux et de boucherie.

Les trieuses de linges et les laveurs des buanderies manipulent des draps pleins de sang ou de graisse avec parfois des morceaux de chair.

Ils ont les mains brûlées par l'eau de javel et le trichlore. Les chefs leur disent de ne pas mettre les gants car ils ne peuvent pas faire la production. Les travailleurs prennent leur casse-croûte au-dessus de cette puanteur parce qu'il n'y a pas de temps de casse-croûte autorisé. Il n'est pas possible de s'arrêter une minute, même pour aller au W-C, si on veut avoir la prime. Ceux qui travaillent aux presses doivent sortir 13 bons de 50 pièces par jour.

Dans plusieurs ateliers, il règne une chaleur de 50° à 60° car les dispositifs d'aération sont insuffisants. Des femmes s'évanouissent fréquemment.

Aux AFO de Brest...

VOICI quelques précisions sur l'accident dont nous avions parlé dans notre numéro du 25 octobre 1975.

Vendredi 17 octobre, le feu a pris dans une cuve d'un pétrolier en réparation où quatre ouvriers soudaient. La cuve était mal nettoyée, il y avait des restes de pétrole. Elle s'est rapidement transformée en chambre à gaz brûlants et explosifs. Il y a eu quatre brûlés dont un grièvement.

La réaction ne s'est pas fait attendre, car l'indignation et la colère étaient grandes. Une grève vendredi et lundi a suivi l'accident. Depuis, tout le monde est plus vigilant.

Certains parlent de fatalité, comme ce chef qui a osé dire à un des blessés : « Vous n'êtes pas le premier mais vous ne serez pas le dernier ». Mais tout le monde n'est pas dupe.

Il n'y a pas de fatalité. D'abord les pétroliers ne sont pas conçus pour assurer la sécurité des travailleurs de l'entretien. Dans la cuve, il n'y avait qu'une sortie et, pour accéder à l'échelle de sortie, l'ouvrier qui était à l'opposé devait faire 25 mètres d'un véritable parcours du combattant.

Ensuite, les pétroliers sont trop souvent nettoyés à la vavite pour que les bateaux ne perdent pas de temps. Et même si les services de sécurité ont contrôlé la cuve, cela a été mal fait. Il est inadmissible de faire descendre des soudeurs dans une cuve où il reste du pétrole. En fait, si tout est fait si vite et si mal, c'est surtout à cause des cadences de travail que nous impose la direction.

Mais nous ne devons pas admettre de risquer notre vie pour les profits des patrons pétroliers ou réparateurs.

Correspondant LO.

... et aux Chantiers Navals de La Ciotat

AUX CNC, la sécurité est inexistante : les échafaudages tombent comme des châteaux de cartes, des pièces pleuvent un peu de partout, les incendies dans les bateaux deviennent quotidiens. Le pire s'est déroulé les 20, 21 et 22 octobre.

Le lundi 20 dans l'après-midi, un échafaudage s'est effondré, précipitant quelques mètres plus bas quatre travailleurs. Trois d'entre eux ont été transportés à l'hôpital. La cause de l'accident : une planche de l'échafaudage comportait trop de nœuds et a cassé.

En fin de soirée, lors d'un forage au marteau pneumatique monté sur grue-camion, la flèche a cassé, fracassant la tête d'un chef de chantier. Il est mort pendant son transfert à l'hôpital. Les camarades sont unanimes : le matériel employé ne correspondait pas au travail à faire.

Le 21 dans l'après-midi, trois travailleurs sont tombés dans une ouverture au fond d'un ballast (cuve des pétroliers). L'un d'entre eux a été transporté à l'hôpital.

Le 22, pendant la première heure de travail, un échafaudeur est précipité quelque cinq mètres plus bas. Il est mort sur le coup. L'éclairage était insuffisant.

A neuf heures, 2.000 à 3.000 ouvriers débrayaient devant la grande porte. Le délégué CGT qui prit la parole récapitula la série d'accidents survenus durant ces trois jours. Les mensuels aussi ont débrayé. La journée fut une journée de grève. Il fut décidé qu'il n'y aurait pas d'heures supplémentaires ce samedi et dimanche.

Les CNC se flattent d'être une entreprise datant de cinq cents ans et de posséder les meilleurs échafaudages de France, ainsi qu'un service de sécurité très efficace. On voit ce qu'il en est.

Correspondant LO.

C'est pas de la soupe, c'est du bouillon de culture !

A la Thomson-Gennevilliers, c'est le tristement célèbre Borel qui assure la gestion du restaurant d'entreprise.

Ce qui traîne dans les frigos a souvent un drôle d'aspect. Les syndicalistes ont donc décidé de faire faire des prélèvements par eux-mêmes et d'en faire faire des analyses. Le premier échantillon prélevé du frigo fut du poisson ; cuisiné depuis une semaine, il devait être resservi en hors-d'œuvre. Voici les conclusions du laboratoire d'analyse : « *Beaucoup de germes banaux, mais pas de germes vraiment nocifs. Les bases volatiles par ailleurs très élevées, indiquent un poisson dont l'état de fraîcheur est très déficient.* »

Les deux échantillons suivants, un steack cuit et un steack cru, ont donné respectivement les conclusions suivantes : « *Qualité bactériologique encore correcte* » et « *Qualité bactériologique extrêmement médiocre* ».

Le dernier prélèvement — du hachis Parmentier : « *Mauvaise qualité bactériologique. La présence de staphylocoques pathogènes dans le produit le rend susceptible d'entraîner des intoxications alimentaires graves.* »

Ainsi Borel ne nous empoisonne pas d'un coup, mais il nous intoxique progressivement.

Interview

LO : *Tu travailles à la cantine Thomson, gérée par Borel. Peux-tu nous parler de ton travail ?*

— Nous travaillons dans des conditions déplorables, dans l'eau dans les courants d'air, avec les frigos toujours ouverts, dans la vapeur de la cuisine par manque de hottes d'évacuation.

LO : *Et les chefs ?*

— Pour les chefs, n'en parlons pas ! Nous sommes pires que des chiens, sans respect de leur part.

LO : *Combien de repas servez-vous par jour ?*

— Nous servons 2.400 repas par jour. Et nous ne sommes que 60 ! Tout ça doit être préparé à une vitesse affolante et souvent le personnel ne reste pas pour travailler dans cette ambiance d'esclave. Si vous écoutez monsieur Borel à la télévision, c'est tout juste si les repas ne sont pas faits dans des fauteuils et de la moquette. Pourtant, à la plonge, c'est 2.400 couverts qu'il faut faire en deux heures, soit 100 en 5 minutes !

dans les entreprises

AU C.E.A. :

Des petits fours pour les invités des coups de matraque pour les travailleurs

A l'occasion du trentième anniversaire de la fondation du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), la police de Poniatowski a pu donner encore une fois une démonstration de ses capacités en matraquage.

Les organisations syndicales du CEA avaient choisi en effet de manifester lundi 27 octobre à proximité de l'espace Cardin, où se déroulait une réception à l'occasion de l'anniversaire du CEA. Les travailleurs protestaient, en particulier, contre les licenciements. Pendant que le ministre de l'Industrie faisait un petit discours à l'intention de ses invités, c'est à coups de matraque que les travailleurs du CEA, eux, étaient reçus par la police qui « défendait » l'entrée de la réception. Une femme voyait son sac, contenant tous ses papiers, jeté volontairement à la Seine par un agent de police. Au cours d'une charge dans les jardins de l'espace Cardin, plusieurs manifestants étaient battus et jetés à terre. L'un d'eux blessé, le visage ensanglanté, était traîné par terre par quatre policiers devant les invités du ministre de l'Industrie.

Des petits fours pour les invités, des coups de matraque pour les travailleurs. Si l'anniversaire avait pour but de donner une image de la politique au CEA, c'est réussi.

RHONE-POULENC :

LA RÉPRESSION N'A RIEN RÉGLÉ

ON compte le représentant syndical CFDT au CE et un délégué syndical parmi les trois personnes licenciées par la direction de Rhône-Poulenc le 21 octobre pour avoir, avec des centaines de leurs camarades, retenu pendant la journée du 20 octobre le chef du personnel dans son bureau pour lui demander des comptes sur le licenciement précédent de deux travailleurs ; parmi la cinquantaine de travailleurs mis à pied pendant trois jours, poursuivis en justice et menacés de licenciement, on compte quatre délégués syndicaux FO et CFDT, onze élus du personnel FO et CFDT et le représentant syndical FO au CE.

L'annonce des licenciements et des mises à pied a provoqué une certaine colère.

Le jeudi 23 octobre, un meeting de protestation organisé par les trois syndicats a réuni cinq cents personnes. Les travailleurs mis à pied ont reçu de nombreux témoignages de solidarité (des collectes se sont spontanément organisées).

Mais on ne peut pas dire que la CGT se soit démenée beaucoup pour organiser la riposte en l'absence de la majorité des délégués CFDT et FO mis à pied. C'était pourtant la grande semaine d'action du Parti Communiste sur les libertés politiques !

La CGT a tenu à se démarquer de la CFDT et de FO. Ce qui n'a pas été sans heurts avec certains travailleurs, même à l'intérieur de la CGT. C'est ainsi que la diffusion d'un tract où la CGT critiquait l'action entreprise le lundi 20 octobre a été stoppée en cours de distribution...

En tout cas, l'attitude de la CGT n'est pas faite pour améliorer le climat dans l'usine. Et cette semaine, l'ambiance est toujours à la colère, mais un certain découragement se fait jour.

Pourtant, les problèmes des travailleurs restent entiers. Et pas seulement à Vitry. Partout, dans les usines du trust, les travailleurs ont montré leur mécontentement. Partout, la direction a frappé : à Chauny, tous les délégués CGT et CFDT ont reçu une lettre d'avertissement suite à une manifestation dans l'usine. A Pont-de-Claix, douze mises à pied ont été infligées à des travailleurs qui avaient fait grève. A Chalampe, la police est intervenue pour chasser les grévistes qui occupaient l'usine.

Là, les treize cents travailleurs ont riposté par la grève illimitée, seuls les cadres administratifs étaient au travail le mardi 28 octobre.

La direction craint que le mouvement ne fasse tache d'huile. Et elle a raison. Car si la répression patronale peut quelquefois retarder l'action des travailleurs, elle risque aussi d'exacerber leur colère.

ELECTIONS DE DELEGUES
CHEZ BERNARD-MOTEURS (92 - Rueil) :

Un désaveu des pratiques antidémocratiques

Les élections de délégués du premier collège ont eu lieu le 24 octobre dans un climat d'animation inhabituel.

Car si cette année, il n'y avait, comme d'habitude qu'une seule liste, celle de la CGT, les dirigeants cégétistes, membres du PCF avaient décidé d'éliminer de cette liste un camarade de Lutte Ouvrière, délégué du personnel depuis deux ans et apprécié de nombreux travailleurs.

Ainsi, il ne restait à ceux qui voulaient pouvoir l'élire que la possibilité de s'abstenir ou de voter blanc ou nul, afin que le quorum ne soit pas atteint au premier tour. Car dans ce cas, notre camarade aurait pu se présenter au second tour même sans être désigné par les bureaucrates syndicaux.

Ces travailleurs n'ont pas réussi à faire échec aux manœuvres antidémocratiques des dirigeants de la CGT, mais ils ont montré que, pour eux, la démocratie ouvrière, cela signifie quelque chose.

Ce n'est en effet que de justesse (40 voix) que le quorum a été atteint. Et la CGT perd 13 % des voix, passant de 67 % à 54 % des inscrits.

Ce résultat a été ressenti dans l'usine comme un désaveu des pratiques de la direction de la CGT.

ROUGE A LA RESCOUSSE DES BUREAUCRATES

La « Taupe Rouge » parue le matin du vote, après avoir protesté contre l'élimination bureaucratique de notre camarade, déclare : **« Par contre, nous ne sommes pas d'accord avec ce camarade quand il appelle à l'abstention au premier tour qui est réservé aux candidats présentés par les organisations syndicales.**

Si la majorité des inscrits ne s'est pas exprimée, la direction organise un deuxième tour auquel quiconque peut se présenter, y compris des candidats patronaux ou bidons... C'est pourquoi, pour empêcher la division des travailleurs face à l'ennemi commun, le patronat, nous appelons l'ensemble des travailleurs à voter pour la seule liste présentée au premier collège par la CGT, mais sans faire confiance à des représentants qui ne respectent pas la démocratie ouvrière ».

Ainsi pour la « Taupe Rouge », les travailleurs ne sont pas assez grands pour choisir eux-mêmes leurs délégués parmi tous les candidats, sans la censure préalabe des bureaucrates syndicaux.

HOPITAL DE LA CROIX-ROUSSE (Lyon) :

Deux militantes exclues de la CGT

Depuis un certain temps à l'hôpital de la Croix-Rousse, certains militants du Parti Communiste n'appréciaient pas les idées politiques de deux militantes de la CGT. Déjà, au mois de janvier 1975, ils avaient décidé de leur enlever leurs responsabilités : bien que le vote en réunion des syndiqués ait donné onze voix pour elles, onze voix contre elles et trois abstentions, ils s'étaient arrangés pour les écarter, dans les faits, de l'activité syndicale.

Le mois dernier, une travailleuse ayant été arbitrairement renvoyée, ces camarades organisèrent une pétition et une délégation pour demander sa réintégration. Cela ne plut pas à ceux qui se prétendent pourtant les représentants des travailleurs et c'est ce qui les décida à exclure définitivement ces camarades de la CGT.

Alors qu'il refuse d'organiser régulièrement des réunions de syndiqués, le bureau du syndicat CGT de l'hôpital en convoqua une vendredi 24 octobre. La convocation portait comme seul ordre du jour la discussion de ses griefs à l'égard de ces camarades et répandait des calomnies sur leur compte.

En fait de discussion, il n'y en eut pas. La réunion dura à peine dix minutes : elle commença à l'heure exacte, alors que dans les hôpitaux les travailleurs ont du mal à se libérer de leur travail et bon nombre de syndiqués arrivèrent quand « l'acte d'accusation » était lu et le vote terminé.

De plus, la porte avait été maintenue fermée par un militant du PCF, laissant les retardataires dans le couloir. Personne ne put s'exprimer, même pas la camarade concernée, l'autre ayant été exclue avant même d'être arrivée. On s'empressa ensuite de faire partir les syndiqués présents.

Ces méthodes expéditives ont provoqué l'indignation de nombreux syndiqués.

USINOR ET
DURAFOUR

La main dans la main contre les travailleurs

Le gouvernement n'a rien à refuser à Usinor et, décidément, il ne perd pas une occasion de le montrer. Usinor n'a qu'à demander crédits, subventions, voie ferrée ou intervention de la police contre les travailleurs, et ses larbins ministériels s'empressent de dire amen et de s'exécuter.

Le dernier service en date est le licenciement d'un délégué CGT jugé trop combatif par la direction d'Usinor Dunkerque. Après la grève de mai dernier, la direction avait prétendu licencier plusieurs travailleurs, dont des délégués, sous les prétextes les plus divers: voies de faits, injures à cadres (?), etc. Mais en ce qui concerne les délégués, vu l'insuffisance du dossier, l'inspection du travail avait refusé les licenciements et, après jugement en référé, Usinor avait bien été obligé de ravaler sa rage et de réintégrer les délégués.

Mais Usinor a le bras long et des ministres à sa botte : il fit appel, pour le cas d'un délégué CGT de la décision de l'inspecteur du travail auprès de Durafour, le ministre du Travail, qui autorisa le licenciement.

Et le délégué a reçu sa lettre de licenciement la semaine dernière, en plein chômage partiel. Probablement, les travailleurs étant hors de l'entreprise, pour limiter au maximum les risques de réaction.

Correspondant LO

HOPITAL LA TRONCHE (Grenoble) :

Non à la dégradation des conditions de travail

PLUSIEURS services de l'hôpital de la Tronche à Grenoble qui sont encore dans les anciens bâtiments ne faisaient jusqu'à présent que les équipes de jour avec un effectif déjà restreint, les nuits étant assurées par d'autres personnels.

Profitant de la prochaine installation de ces services dans le nouvel hôpital des Sablons, l'administration veut leur faire faire aussi les nuits. Mais les aide-soignantes et les infirmières ne l'entendent pas de cette oreille et, dénonçant les conditions déplorables dans lesquelles allait s'effectuer le travail de nuit pour le personnel et les malades, elles ont signé une pétition et sont allées en délégation voir le maire socialiste de Grenoble, M. Dubedout, également président du conseil d'administration de l'hôpital. Celui-ci s'est uniquement contenté de faire part de son incompétence mais s'est néanmoins permis de conseiller aux travailleuses de changer d'employeur !

Depuis, une nouvelle délégation d'un des services, Moidieu B, s'est rendue auprès du directeur de l'hôpital et là, promesse lui a été faite de ne baser le travail de nuit que sur le volontariat, avec augmentation des effectifs de quatre personnes.

Pour les autres services, les problèmes ne sont pas encore résolus mais le personnel n'est pas prêt à laisser se dégrader ses conditions de travail.

Correspondant L.O.

VASSELAY (Cher)

Un ouvrier meurt, faute de soins et de nourriture

Mardi 21 octobre, un ouvrier agricole de Vasselay (Cher) était trouvé mort dans le grenier d'une ferme. Il semble que sa mort remontait à une dizaine de jours. Personne ne s'était inquiété du sort de cet ouvrier en chômage.

Voilà comment on peut mourir de nos jours, à 51 ans, faute de soins et de nourriture.

On trouvera sans doute quelqu'un sur qui faire peser la responsabilité de cette mort. Mais la vraie responsable, n'est-ce pas cette société qui laisse dans le plus grand dénuement moral et physique ceux qu'elle ne juge plus productifs ?

Un patron tire sur ses ouvriers

Le gérant des établissements « Pantz et Laon réunis » à Villers-Cotterêts (Aisne) a tiré à coup de fusil de chasse sur ses ouvriers en grève. L'un d'eux, blessé aux jambes, a dû être hospitalisé. Le gérant a été interpellé par la gendarmerie.

Ce n'est pas un fait divers ordinaire. Les ouvriers de Pantz occupaient leur atelier depuis trois jours pour riposter à l'intention du gérant de les mettre au chômage pour une durée indéterminée. En occupant leur atelier, les ouvriers de Pantz utilisaient les moyens qui sont ceux des ouvriers en lutte.

Mais pour les patrons c'est trop. Parce que ses ouvriers lui contestaient par la grève avec occupation et le droit de propriété et le droit de décision, le gérant ne l'a pas supporté et a réagi par la violence.

Alors la voilà, la violence, la vraie. Celle qui met les travailleurs au chômage, celle qui s'attaque à leur niveau de vie, celle qui autorise un simple directeur-gérant à riposter par les armes à une grève.

Bien sûr Dezzuto sera poursuivi. Il a été trop loin même pour la loi des bourgeois. Pour ses pairs, il s'est montré trop impulsif : il aurait dû avoir la patience d'attendre que les policiers, sur décision de justice, viennent en toute légalité bourgeoise faire évacuer son usine.

Mais pour les travailleurs, la cause est entendue. Dezzuto est un assassin en puissance, son geste est caractéristique des réactions et des sentiments des patrons, même de ceux qui savent se contenir. Le coup de fusil de Dezzuto c'est un épisode de la guerre des classes qui oppose patrons et ouvriers.

C.B.

Condamnation du directeur de la SNIAS Marignagne

M. Carayon, directeur de la SNIAS Marignane, a été condamné en correctionnelle à 3.000 F d'amende. Il devra payer 2.000 F de dommages et intérêts aux syndicats CGT et CFDT. Ceux-ci avaient déposé plainte pour entraves au fonctionnement du Comité d'établissement. Au lieu de le réunir, le directeur préférait se retrouver dans l'intimité du bureau du CE où ne sont représentés ni la CGT, ni la CFDT.

Maintenant, pour payer son amende M. Carayon fait faire une collecte sous forme de pétition nominative pour « soutenir la politique sociale de la direction ».

Bien sûr, ce n'est pas ce jugement qui rendra respirable l'atmosphère étouffante de l'usine, mais peut-être le patron y mettra-t-il un peu plus les formes.

Correspondant LO.

UN CULOT CERTAIN

C'est celui de la Régie Renault. Elle réclamait à la CGT 6 millions de dommages et intérêts à la suite de la « grève de l'enthousiasme » des OS du Mans au printemps 1975. Tout compte fait, elle vient de réviser ses exigences : c'est maintenant 30 millions qu'elle réclame à titre de dédommagement pour le « coulage » de la production.

Mais alors, quelle somme devraient demander les travailleurs à la Régie, à titre de dédommagement pour les journées qu'elle leur a fait chômer, sous prétexte d'une conjoncture économique défavorable, l'hiver dernier ?

A Chausson premières élections après la grève

Après la plus grande grève que Chausson ait connue, les élections du personnel ont eu lieu le 22 octobre à Gennevilliers, Asnières et aux filiales Chénard et Secan.

Globalement, la CGT perd des voix et des sièges. Le collège ouvrier de Gennevilliers est le seul où elle gagne des voix : 0,71 % en plus. C'est de là que la grève est partie ; c'est là que les grévistes étaient les plus actifs avec leurs comités de grève de H et de G. Mais malgré cette augmentation, la CGT perd là aussi un siège.

Cela à cause des quelque 600 ratures se répartissant sur ses candidats. L'ancien président du Comité de grève de G, militant PSU connu, est rayé 56 fois et n'est pas élu ; et l'ancien président du Comité de grève de H, connu lui comme militant de Lutte Ouvrière, est élu de justesse malgré 51 rayures. La grève et les comités de grève n'ont pas plu à tout le monde et certains règlent leurs comptes, en particulier tous ceux qui, pendant la grève, étaient hostiles aux comités de grève.

Ils y sont en partie parvenus d'autant plus facilement que la plupart des travailleurs, notamment les immigrés, ne savaient même pas ce que sont les ratures et comment empêcher d'éliminer leurs candidats. Aussi, grâce à ce mode de scrutin antidémocratique, quelques jaunes et quelques votants hostiles aux comités de grève, parmi lesquels des militants du Parti Communiste Français, ont pu évincer un délégué bénéficiant de l'estime de ses camarades. De plus, c'est une façon de faciliter la tâche du patron qui a déjà essayé sans succès de licencier ce délégué au lendemain de la grève.

Ceux qui, ainsi, donnent la main au patron ne sont pas fiers ; on ne les entend pas se vanter. On le comprend. Honteux, ils ont besoin de l'isoloir pour s'exprimer. A moins qu'ils ne soient trop déçus ne pas avoir pu se débarrasser d'un coup de tous ceux qui ont joué un rôle actif dans les comités de grève de H comme de G ?

Correspondant LO.

Au printemps dernier, c'était la grève chez Chausson. Ci-dessus, les travailleurs en lutte rassemblés à l'appel des comités de grève. Aujourd'hui, ce sont les dirigeants de ces comités de grève des usines H et G que certains bureaucrates syndicaux ont cherché à éliminer des postes de délégués du personnel, par des manœuvres antidémocratiques.

SNECMA (Bois-Colombes) :

Non au serrage de vis

Actuellement, la direction SNECMA cherche à resserrer la discipline dans l'usine de Bois-Colombes. Les avertissements pour retards à la production ou pour pièces loupées recommencent à pleuvoir. Par ailleurs, elle essaye d'instaurer un contrôle médical à domicile pour vérifier le bien-fondé des arrêts de travail du personnel. Elle s'en prend aussi aux libertés syndicales et aux délégués. Elle vient de donner un avertissement à un délégué de la CFDT — militant de Lutte Ouvrière — pour des motifs directement liés à son activité syndicale. La direction l'accuse d'être trop souvent absent et de ne pas accepter tous les bons de délégation que ses chefs veulent lui imputer pour la moindre absence de son poste de travail.

Les syndicats CFDT et CGT ont réagi et fait circuler une pétition contre les atteintes au droit syndical et pour exiger le retrait de l'avertissement. L'accueil des travailleurs, qui ont signé massivement, prouve que ceux-ci sont prêts à une riposte plus large.

Pour procéder à un serrage de vis, rien de tel pense la direction que la menace de licenciement. Mais c'est peut-être un mauvais calcul, car si le climat s'en ressent, c'est plutôt de la moutarde qui commence à monter au nez d'une grande partie du personnel.

Correspondant L.O.

TELE TELE TELE

aux Dossiers de l'écran

L'APRES-FRANQUISME

LES Dossiers de l'écran avaient modifié in-extremis leur programme et remplacé la projection du **Vieil homme et l'enfant** par un débat sur l'après-franquisme. Idée heureuse ! Mais le résultat le fut moins.

Il était en effet fort difficile de s'y retrouver dans les propos qui s'échangeaient entre les trois studios, deux à Paris, un à Madrid, dans lesquels Armand Jammot avait rassemblé ses invités. Pouvait-il en être différemment ? Plus encore que le nombre des participants au débat, qui rendait difficiles les tentatives de dialogue, il était vain d'espérer qu'un tel dialogue puisse s'établir entre les notables du franquisme qui se pavanaient, satisfaits, dans les studios de Madrid et les représentants d'organisations anti-franquistes qui se trouvaient à Paris. Quelle valeur pouvait donc avoir cette tentative dont les réalisateurs s'estimaient fort satisfaits, alors que pour représenter l'opinion des Espagnols en Espagne, il n'y avait qu'un ex-ministre de Franco, à qui l'on demandait, comme si sa réponse pouvait avoir une autre signification que celle des vérités officielles, ce que pensait le peuple espagnol de la disparition du Caudillo ? Comme le faisait remarquer de Paris le représentant du Parti Communiste Espagnol, il eût fallu demander leur opinion à ceux qui, dans le même temps, croupissent dans les prisons du régime, à Carabanchel et ailleurs. Il eût fallu que ce peuple espagnol puisse s'exprimer, ce que M. de la Mora et les siens l'empêchent de faire depuis plus de trente-six ans.

L'intérêt de l'émission ne fut pas tant dans les propos qui y furent tenus que dans ce que nous avons pu y voir. Il n'était pas sans intérêt en effet de voir la morgue de ces partisans du franquisme s'étaler sur le petit écran. Il n'était pas sans intérêt de les entendre faire, le sourire aux lèvres, l'apologie de la dictature, en la justifiant par trente années de paix omettant de rappeler que cette « paix » avait été instaurée sur des monceaux de cadavres. Et les arguties de de la Mora ne réussirent pas à réfuter la sinistre réalité du franquisme exprimée sans fard par un chiffre : 200.000 exécutions opérées par la dictature franquiste entre 1939 et 1944. Les sourires méprisants de monsieur de la Mora et de ses congénères semblaient, il est vrai, parfois un peu pincés, en cette soirée sur laquelle planait malgré tout une atmosphère de fin de règne. Ils n'en exprimaient pas moins toute la haine des nantis pour la population laborieuse. Et cela valait d'être vu... C'était plus significatif que les paroles.

En face, les représentants des organisations anti-franquistes présentes n'eurent guère le loisir de s'exprimer. Tout juste eurent-ils le temps de dire qu'ils revendiquaient pour l'Espagne le retour à la démocratie. Cadre bien trop général pour fournir à la population laborieuse d'Espagne des perspectives qui la préparent à affronter l'après-franquisme.

Mais avaient-ils des choses plus précises à dire ?

Jean-Pierre VIAL.

sélection de la semaine

Samedi 1er novembre

TF1 - 19 h 45 - **La vie des animaux :** « L'Afrique ».

Dimanche 2 novembre

TF1 - 18 h 45 - **Les animaux du monde :** les lemmings.

ANTENNE 2 - 21 h 40 - Feuilleton : **Les nouvelles aventures de Vidocq : Les chauffeurs du Nord.** Un nouvel épisode romancé des exploits de l'ex-bagnard devenu chef de la police que le réalisateur transforme en Robin des Bois des temps modernes.

Lundi 3 novembre

TF1 - 20 h 30 - **La maison des otages,** de William Wyler, avec Humphrey Bogart. Trois bandits évadés se réfugient dans une maison, et pour protéger leur fuite prennent les habitants pour otages. Un film violent et dur.

ANTENNE 2 - 21 h 45 - **Alain Decaux raconte...** Boris Godounov.... Un fils de paysan devient tsar au XVIe siècle.

Mardi 4 novembre

FR3 - 20 h - **Les animaux chez eux :** Le domaine du homard.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Les dossiers de l'écran.** Le débat portera sur **la déstalinisation en Pologne.** Il sera introduit par un film polonais inédit en France : **La vie recommence,** qui relate les déboires d'un couple dont le mari est soupçonné d'avoir été un espion de l'Angleterre du temps de Staline et de Bierut, réhabilité après la mort de Staline et l'avènement de Gomulka. Débat avec Elleinstein, du Parti Communiste Français, Dominique Desanti auteur du livre **Les staliniens,** François Fejtö, KS Karol.

TF1 - 22 h 20 - **De vive voix.** Emission littéraire de Jean Ferniot et Christiane Collange. Ce soir **« Comment peut-on être encore patron ? »,** avec quelques auteurs qui ont écrit sur la question, et le P-DG de la société l'Oréal. Cela peut être drôle !

Mercredi 5 novembre

FR3 - 20 h 30 - Film : **San Francisco,** de W.S. Dyke, avec Clark Gable et Spencer Tracy. Un film catastrophe qui date de... 1936. La reconstitution du tremblement de terre qui, en 1906, détruisit San Francisco.

TF1 - 22 h 10 - **Interrogations.** Ce soir **la justice,** débat qui doit mettre en présence entre autres Lecanuet, Georges Klejman, avocat de gauche, Pierre Viansson Ponté, rédacteur au **Monde.**

Jeudi 6 novembre

TF1 - 21 h 20 - **Satellite, magazine...** Au sommaire figure une séquence sur le Liban, une autre sur le Portugal, et une troisième sur l'Angola.

Vendredi 7 novembre

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Apostrophes** porte en titre cette semaine « la sexualité racontée par les femmes », avec entre autres Kate Millett, qui a servi de chef de file des mouvements féministes et qui vient de publier chez Stock un livre intitulé **En vol.**

ANTENNE 2 - 22 h 35 - **Ciné-club : Haute Sierra,** de Raoul Walsh, avec Humphrey Bogart. Un policier.

FILMS FILM

Oh ! America

Pour connaître un pays, il faut savoir comment on y apprend : tel est le premier parti-pris de l'auteur. Le second est d'avoir choisi une série d'écoles bien spéciales tel ce centre où l'on apprend à connaître son corps (pour retrouver, paraît-il, son âme) et où un vieux « gourou » (prêtre de cette nouvelle religion) enseigne aux jeunes gens et plus particulièrement aux jeunes filles l'art des caresses.

Il y a aussi des écoles pour apprendre à séduire un mari, des écoles de tatouage, des écoles de massage. Il y en a une qui forme des commissaires-priseurs en leur enseignant l'art de chanter comme il se doit les enchères, une autre où les apprentis cow-boys s'exercent au rodéo sur un cheval électrique. Il y a même une université du hamburger où l'on forme les employés de la grande chaîne des selfs MacDonald. On nous montre une école de sorcellerie et des cours particuliers à domicile pour enseigner aux familles d'Américains moyens à contrôler à l'aide d'appareils compliqués l'émission des ondes alpha de leur cerveau, ondes alpha qui sont, paraît-il, celles du bonheur.

Voilà ce que l'auteur appelle lui-même une façon honnête de présenter l'Amérique. Eh bien non !

Au mieux, on y voit une Amérique blanche de petits-bourgeois perdus et mal dans leur peau.

Mais c'est surtout un film facile et bien peu intéressant qu'a fait là Michel Parbot en choisissant délibérément des phénomènes marginaux dont beaucoup auraient d'ailleurs pu être tout aussi bien filmés de ce côté-ci de l'Atlantique.

Dominique CHABLIS.

Catherine et compagnie

Catherine, une jeune Anglaise (Jane Birkin), débarque, quelque peu perdue, de son île natale. A Paris, elle goûte vite aux joies de l'argent et découvre qu'il suffit de se faire des relations masculines argentées pour gagner beaucoup d'argent, quand on est une jeune fille délurée.

Elle n'a pas trop de scrupules et a un bel appétit financier : elle met donc ses charmes en « société par action », ce qui ne l'empêche pas, sentiment oblige, d'en garder un peu pour son amoureux, qu'elle a pris soin de choisir dans le beau monde, lui aussi. Ses actionnaires ayant les moyens, elle réussit vite et bien et peut se reconvertir dans l'immobilier.

Tout ce qu'il y a de nouveau dans ce film, excepté l'astuce de la société par action, consiste en de grosses concessions à la mode du porno. On pourrait se contenter de dire qu'il s'agit d'un vaudeville de mauvais goût. Mais c'est en fait un film irritant, déplaisant à cause de l'accumulation et de l'étalage des préjugés antiféministes les plus éculés, de l'apologie du fric qui y est faite, du pire conformisme social qui s'en dégage. Il n'y a pas un personnage qui rachète (au sens figuré) l'autre, ni une situation qui ne soit gênante par ce qu'elle révèle de morale bourgeoise.

André ROUSSEL.

sélection cinéma

CETTE SEMAINE, ON PEUT VOIR :

PARMI LES FILMS RECENTS :

La dernière tombe à Dimbaza, au St-Séverin (5e) : l'Apartheid.

Viva Portugal, 14-Juillet (11e) : le Portugal 1974-1975.

J'étais, je suis, je serai, La Clef (5e) : la répression au Chili.

Mais aussi :

Parfum de femme, avec Vittorio Gassmann.

Quartier Latin (5e) - Quintette (5e) - Montparnasse 83 (6e) - Elysées Lincoln (8e) - Marignan (8e) - Français (9e) - Convention (15e) - Mayfair (16e) - Clichy Pathé (18e) - Gambetta (20e).

Hester Street, Quintette (5e) - Elysées Lincoln (8e) - 14-Juillet (11e).

DANS LES FILMS PLUS ANCIENS :

La coupe à 10 francs, Tourelles (20e) (le samedi à 17 heures).

Le jardin des Finzi Contini, New Yorker (9e).

Les sentiers de la gloire, Action La Fayette (9e).

Joe Hill, Studio Parnasse (6e).

Little Big man, Studio Cujas (5e).

La fureur de vivre, Studio Alpha (5e) - Marbeuf (8e) - Hollywood (9e).

American Graffiti, Luxembourg (6e).

Les enfants du paradis, André-Bazin (13e).

OU, POUR SE DISTRAIRE :

Les aventures de Rabbi Jacob, Gaumont Rive-Gauche (6e) - France-Elysées (8e) - Amsterdam St-Lazare (9e) - Fauvette (13e) - Clichy Pathé (18e).

Les sept mercenaires, Rio Avron (20e).

Le cuirassé Potemkine est toujours donné au St-Lambert (15e).

La course à l'échalote, Richelieu (2e) - Hautefeuille (6e) - Montparnasse 83 (6e) - Madeleine (8e) - Marignan (8e) - Fauvette (13e) - PLM St-Jacques (14e) - Convention (15e) - Victor-Hugo (16e) - Wepler (18e) - Gambetta (20e).

Frankenstein Junior, Bergère (9e).

LURES_LURES_LUR

LES ÉMIRATS MIRAGES

de Gabriel Dardaud Simone et Jean Lacouture

Journalistes, spécialistes du Moyen-Orient, les trois auteurs nous livrent là une enquête fort documentée et agréable à lire sur les « émirats mirages », de Koweit à Oman, en passant par Abou-Dhabi et le Qatar. Quelle est donc la réalité de ces mini-Etats du Golfe arabo-persique, que la grande presse nous a décrits comme croulants sous une avalanche de dollars, atteignant les revenus par habitant les plus élevés du monde ?

L'enquête fait apparaître un certain nombre de vérités, loin des idées reçues. Si des milliards affluent en effet vers les Etats du Golfe, ils en repartent aussitôt pour trouver des points d'investissement avantageux en Europe ou aux Etats-Unis. Ces capitaux, loin de servir au développement des Etats de la région, au développement d'industries permettant la satisfaction des besoins vitaux de la population, reprennent le chemin des banques de Paris, de Londres ou de Washington. La configuration des frontières, qui fait coexister des mini-Etats aux revenus énormes à côté d'Etats surpeuplés, mais sans revenus pétroliers, comme l'Egypte, contribue largement à cette absurdité.

Ainsi, les milliards du pétrole ne vont pas aux peuples arabes pour leur permettre de sortir du sous-développement : ils vont à une minorité de privilégiés, qui ne sont qu'une sorte d'antenne des grandes compagnies pétrolières et des capitaux occidentaux. Dans les « émirats mirages » coexistent des émirs richissimes et un prolétariat misérable, venu de tous les pays arabes, qui est privé de tout droit. Pour lui, oui, les milliards du pétrole sont un mirage de l'impérialisme.

André FRYS.

Les émirats mirages **de Gabriel Dardaud, Simone et Jean Lacouture. Ed. Seuil.**

BILAN PREALABLE DE IOURI TRIFONOV

UN intellectuel — ou plutôt comme il se définit lui-même, un « prolétaire intellectuel » — à l'approche de la cinquantaine, médiocre et velléitaire ; sa femme, dont l'oisiveté accentue le côté superficiel et égoïste ; leur fils adolescent, égoïste comme ses parents, hypocrite et un peu crapule, voilà le trio familial décrit dans la première nouvelle de ce recueil.

Le bilan préalable, **c'est celui d'un intellectuel qui s'est fait sa petite place au soleil et qui a conquis quelques menus privilèges, mais qui, de temps à autre, prend conscience qu'il a raté sa vie d'homme. Le bilan, c'est aussi celui d'une famille où le respect de quelques conventions a remplacé depuis longtemps le respect des autres ; où la mesquinerie des sentiments, la petitesse des préoccupations s'enrobent d'un vernis de culture. Le seul personnage sympathique est la bonne à tout faire, paysanne taciturne, malade, solitaire, pour qui même cette famille désunie est une famille et qui est le seul ciment du foyer.**

Elle est la seule à aimer les autres. Pourtant, le mari la méprise par indifférence, la femme l'exploite et l'adolescent la vole. Les trois seront d'ailleurs tacitement complices pour se débarrasser d'elle lorsque, malade, elle risque de devenir une personne à charge.

Bref, cela pourrait être la description d'une famille petite-bourgeoise emprisonnée dans l'égoïsme étouffant de ses membres comme il en existe tant sous tous les cieux. Description fort bien faite.

Mais ce qui ajoute à l'intérêt du récit, c'est qu'il se passe à Moscou et que l'auteur est un écrivain soviétique. Et, derrière les personnages principaux, se dessine une parcelle de la vie en URSS. Une parcelle de vie dans les milieux de l'intelligentsia, en tout cas. C'est le règne de l'arrivisme pour les plus forts, des combines, des passe-droits, de l'intrigue pour tous. Pour faire passer un examen trop difficile pour les capacités du fils de la famille, pour faire oublier un larcin, il faut avoir des relations, il faut connaître Untel qui connaît à son tour la personne susceptible de donner un coup de pouce à votre affaire...

Les deux autres nouvelles se déroulent dans le même milieu. Dans L'échange, **un couple se sert de la mère mourante du mari pour obtenir un appartement plus grand, depuis longtemps désiré. Dans** De longs adieux, **c'est le milieu du théâtre qui est évoqué, côté coulisse, côté peu reluisant.**

Trifonov n'est pas un écrivain contestataire, ou du moins, n'est pas connu comme tel. Mais l'atmosphère étouffante qu'il évoque dans ces trois nouvelles, atmosphère qui, le lecteur le sent, n'est pas due à la seule médiocrité des personnages, pousse à la contestation.

Georges KALDY.

Bilan préalable de Iouri Trifonov. Ed. Gallimard - 43 F.

O PAYS, O MON BEAU PEUPLE DE SEMBENE OUSMANE

UNE belle et bouleversante histoire que celle d'Oumar Faye, racontée par l'écrivain sénégalais Sembène Ousmane dans son roman, O pays, ô mon beau peuple. **Ayant fait la guerre en Europe, Oumar revient dans son petit village, perdu au fond du Sénégal, après huit ans d'absence. Ces années l'ont bien changé et il n'est plus prêt à se laisser écraser par l'arrogance et la hargne des colons blancs qui pressurent et exploitent ses compatriotes. Il n'est plus prêt à s'incliner sans combat devant les traditions, les tabous, tout un passé auquel s'accroche d'autant plus son propre peuple que c'est tout ce qu'il possède.**

Il a pris femme. Et une femme qui est blanche ! Ce qui suscite bien des problèmes et des incompréhensions.

Mais ce qui fait l'intérêt et la force du personnage, c'est sa puissante volonté de dignité. Oumar Faye est celui que ses frères de race peu à peu vont reconnaître et admirer. Même s'ils ne sont pas prêts à le suivre tous et jusqu'au bout, ils sont fiers de l'avoir parmi eux. Il les rend meilleurs. Il est un peu leur revanche.

Merveilleux conteur, Sembène Ousmane, avant de faire entrer son héros dans la légende, nous fait pénétrer à sa suite dans un monde où les structures sociales et familiales, les habitudes de vie sont très différentes des nôtres, dans un monde qu'il veut nous faire comprendre et aimer.

Mêlant exotisme et poésie, simplicité et émotion, ce beau livre parle au cœur. Il faut l'écouter.

Anne GARBE.

O pays, ô mon beau peuple, de Sembène Ousmane - Presses Pocket - 187 pages.

Une prison clandestine de la police française : ARENC

de Alex Panzani

Ce petit livre d'une centaine de pages relate la façon dont fut dévoilée l'existence totalement illégale du centre d'Arenc, prison clandestine de la police à Marseille, destinée essentiellement aux étrangers. C'est grâce aux efforts de quelques avocats du syndicat des avocats de France et de journalistes de la presse de gauche, surtout Alex Panzani, journaliste de La Marseillaise, **que l'affaire éclata.**

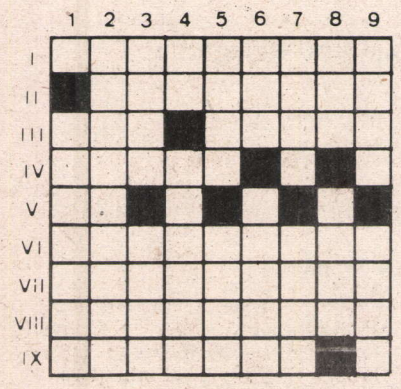
Ce dossier qui nous est présenté met en évidence le scandale de ces détentions arbitraires dans des conditions déplorables. Il montre aussi les reculs successifs de la police avec Poniatowski et de la justice avec Lecanuet, lesquels s'embourbent de mensonges en mensonges puis se retranchent derrière leur droit d'agir de façon illégale et arbitraire.

Aussi, quoique dénoncée depuis maintenant plusieurs mois, quoique manifestement illégale, la prison d'Arenc et ses sœurs continuent de fonctionner comme auparavant en vertu du seul bon vouloir de la police. Les questions écrites déposées par les députés du Parti Communiste et du Parti Socialiste de Marseille n'y font rien.

Ce petit livre est une des preuves incontestables des limites de la démocratie et du mépris de l'appareil d'Etat pour ses propres lois.

Françoise BANIAN.

Une prison clandestine de la police française : Arenc, d'Alex Panzani - Collection Cahiers libres - Editions Maspéro.



HORIZONTALEMENT. — I. Elle est toute en surface. — II. Enlèvent. — III. Fondement - Langue. — IV. Pour l'enfant sage. — V. Préposition. — VI. Avalée. — VII. Charmeur. — VIII. Familière à ceux qui sont portés sur le culte. — IX. Remise au froid.

VERTICALEMENT. — 1. Il n'a qu'une roue, mais il avance vite. — 2. Agréable sortie. — 3. Fit sortir de sa peau - A boire bien chaud. — 4. Technicien (initiales) - Il faut éviter de s'y embarquer. — 5. Recueille les épaves - Dans Rosalie. — 6. Marque le temps - Accompagne une sortie. — 7. Il vaut mieux ne pas en manquer - Gêne l'œil. — 8. Initiales d'une confédération - Il chante encore. — 9. D'un auxiliaire - Haute fournaise.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	T	O	U	R	N	I	Q	U	E	T
II	E	P	R	I	S	E	■	■	R	E
III	M	A	N	N	■	N	A	G	E	R
IV	E	L	E	C	T	I	V	E	■	R
V	R	E	■	A	I	S	A	N	C	E
VI	A	S	■	G	E	S	I	E	R	S
VII	I	C	T	E	R	E	S	■	E	T
VIII	R	E	U	S	S	I	■	B	A	R
IX	E	N	A	■	■	■	S	O	I	E
X	S	T	I	M	U	L	A	N	T	S

Bretagne :

LE RÉGIONALISME A-T-IL UN AVENIR ?

A la suite du récent règlement de comptes de Poniatowski avec les militants régionalistes, treize militants bretons à ce jour ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat, et neuf d'entre eux sont actuellement écroués.

Officiellement, la série de ces perquisitions et arrestations n'est que l'aboutissement d'une longue enquête de police, consécutive en particulier aux attentats du mois d'août dernier. Mais, opérés de façon spectaculaire sur des ordres venant directement de Paris, c'est bien plutôt une tentative d'intimidation des régionalistes. Elle aura eu comme conséquence la plus évidente de leur donner un peu de publicité et de faire des mécontents supplémentaires.

Quant à enrayer le développement du régionalisme, c'est une autre affaire : car le mécontentement de la population bretonne risque de grandir avec la crise économique qui se prolonge. Ce ne sont pas les sommes prévues pour la Bretagne dans le cadre du plan de relance de Giscard qui suffiront à résoudre ses problèmes économiques.

Des régions comme la Bretagne — et elle n'est pas la seule — défavorisées de longue date du point de vue du développement économique ne peuvent que pâtir particulièrement de la crise. Les petites entreprises, qui constituent l'essentiel de son armature industrielle, sont les premières touchées, et les plus éloignées des subsides de l'Etat. Aussi, le sous-emploi, qui se résolvait traditionnellement par le départ en général vers la région parisienne, risque-t-il de plus en plus de se transformer en chômage pur et simple.

Dans ces conditions, et bien qu'ils n'offrent aucune perspective réelle de solution à ces problèmes, les mouvements régionalistes, qui pouvaient passer pour folkloriques et qui restent encore effectivement très marginaux, peuvent être amenés à trouver une audience populaire. Et il n'est pas exclu que l'on voie alors le mécontentement des travailleurs, et plus encore celui des paysans, emprunter la voie sans issue des revendications « bretonnes », voire séparatistes.

Christiane LE GUERN.

St-Pierre-et-Miquelon

De nouveaux statuts pour la même réalité

Les quelque six mille habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon, petites îles sous dépendance française à proximité des côtes canadiennes, doivent sans doute se considérer heureux. Le ministre des Colonies, Olivier Stirn, ne vient-il pas de déclarer à l'occasion de sa visite dans cette lointaine et minuscule colonie qu'il envisage de hisser ces îles du rang de Territoire d'Outre-Mer (TOM) à celui, ô combien plus noble, de Département d'Outre-Mer (DOM).

La différence ? Saint-Pierre-et-Miquelon sera désormais un département français de plein droit et ses habitants, pêcheurs d'origine bretonne, normande ou basque, seront des citoyens à part entière.

Et pour convaincre les Saint-Pierrais, oubliés par l'hexagone, durement éprouvés par le déclin de la pêche, qui seraient sceptiques devant les vertus du seul changement de statuts, Stirn devait donner quelques exemples :

Ceux des Départements d'Outre-Mer qui ont pour nom Martinique, Guadeloupe ou Réunion, dont la moitié de la population est au chômage ; dont un nombre croissant de travailleurs sont contraints d'émigrer pour gagner difficilement leur vie ; et qui sont des départements tellement à part, sinon à part entière, que toute une partie de la législation sociale n'y est pas appliquée.

Stirn peut aussi donner en exemple cet autre Département d'Outre - Mer qu'est la Guyane, où même la présence de forces de répression massives n'a pas empêché il n'y a pas longtemps la population de descendre dans la rue pour décliner le triste honneur d'être un « département » français.

Alors, les Saint-Pierrais ont quelques raisons de se méfier du cadeau que Stirn se prépare à leur offrir.

Georges KALDY.

Manifestation des chercheurs du CEA, bien placés pour dénoncer les pollutions dues aux centrales nucléaires. Qu'attend Jarrot pour prendre des mesures en ce domaine ? *Photo JOSE MAYOR-FOTOLIB*

Pas de pitié pour les (petits) pollueurs

Jarrot, le ministre de la Qualité de la vie, vient de faire un geste : il a fait fermer huit usines pour cause de nuisance. Quelle poigne ! Voilà qui peut faire impression, si l'on s'arrête à ce seul chiffre. Mais si l'on va plus loin, on se rend compte que :

— Ces huit usines sont de petites, voire de minuscules entreprises, qui emploient à elles toutes 70 salariés ;

— Il a fallu des années pour en arriver là.

Ce n'est donc pas avec ça que monsieur Jarrot va assainir l'atmosphère et les rivières.

Au cas où il aurait quand même vraiment envie de faire quelque chose, nous lui signalons qu'il ferait beaucoup de bien à l'environnement en allant jeter un œil sur des entreprises beaucoup plus connues, beaucoup plus grosses et beaucoup plus polluantes que les entreprises touchées par sa colère. Elles ont pour nom Rhône-Poulenc, Ugine-Kuhlmann, Pechiney, Sidélor, et ce sont elles entre autres qui nous empoisonnent.

Rejet de l'impôt sur le Capital

La commission des Finances de l'Assemblée nationale a repoussé le 22 octobre, par quatorze voix contre cinq, un amendement présenté par le Parti Socialiste et le Parti Communiste, tendant à instituer un impôt annuel et progressif sur le Capital. tal.

C'est l'ancien préfet Papon, rapporteur général (UDR), qui a exposé son hostilité à ce projet et a entraîné le vote négatif de la commission. S'il est contre, c'est pour des raisons purement techniques. On s'en serait douté. Tous ceux qui insinueraient que les députés de la majorité présidentielle ne veulent faire aucune peine, même légère, à leurs amis patrons, ne pourraient être que de vils calomniateurs.

Le Crédit Lyonnais : des clients en culotte courte

« Mon fils, âgé de dix ans, revient de « classe de mer ». Avec ses camarades d'un cours moyen seconde année d'une école communale du XX^e^ arrondissement, à Paris, il a passé trois semaines en Bretagne. Il en est ravi. Il a découvert énormément de choses : les villages bretons, la pêche en mer, l'arrivage de la marée, à Concarneau, le dur travail nocturne de ceux et celles qui la réceptionnent la conditionnent, et... le Crédit Lyonnais.

Eh oui ! Les enfants avaient à leur disposition personnelle des « Chèkocamps », vrais petits carnets de chèques offerts par le Crédit Lyonnais. Leur argent de poche ? C'est l'institutrice-banquière qui le détenait. Et aux enfants de créditer, ou débiter leur compte en banque en remplissant leurs chèques. Et le Crédit Lyonnais de leur expliquer, sur le dernier volet du carnet : **« Nous espérons que vous allez vous familiariser très rapidement avec l'emploi du Chèkocamp. Plus tard, vous aurez fréquemment à vous servir de véritables chèques, dont l'usage n'est pas plus difficile. Le CREDIT LYONNAIS, deviendra alors votre banquier en vous ouvrant gratuitement un compte qui vous rendra, chaque jour, de très grands services ».**

Que l'école soit la plus proche possible de la vie, tant mieux. Mais que le Crédit Lyonnais vienne jusqu'à elle pour y chercher de futurs clients, c'est quand même autre chose !

Enfin, je me console. Mon fils est revenu : il n'est pas en prison pour chèque sans provision ! Sur ce chapitre des risques encourus par les petits clients, les pédagogues du Crédit Lyonnais ont observé la plus stricte discrétion. »

I.G., Paris.

Des jeunes bien encadrés par un service d'ordre méfiant.
Photo GENIES FORESTIER-SIPA

Sonnez trompettes, battez tambours

La fête des jeunes giscardiens a bénéficié d'une publicité à laquelle peu de manifestations de ce genre ont droit. Presse, radio, télé n'ont pas lésiné pour faire connaître le rassemb'ement des petits du président.

France-Soir n'a pas été en reste. Dans son édition datée des 26-27 octobre, il publiait un article sous le titre **« Le pari des jeunes RI : une fête comme La Courneuve ».** Et l'article commençait ainsi : **« Le Parti Communiste n'a pas le monopole des fêtes. S'il rassemble des dizaines de milliers de jeunes, nous sommes capables d'en faire autant et même mieux ». Ainsi parlent les jeunes giscardiens... »**

France-Soir a été beaucoup plus discret le lundi : on n'y trouvait pas un mot pour faire la comparaison entre la fête des jeunes RI et celle de **l'Humanité.**

France-Soir sait bien que, dans ce genre de choses, il vaut mieux faire de publicité aux prétentions qu'aux résultats.

LUTTE DE CLASSE

AU SOMMAIRE DU NUMERO 31 :

— PORTUGAL : le combat pour la révolution socialiste passe par la lutte pour la démocratie ouvrière.

— L'OCI, la Ligue Communiste et le Portugal.

— De Cuba au Portugal : le Secrétariat Unifié et le modèle classique de la révolution.

— Vers le national maoïsme.

CEUX DU TECHNIQUE

AU SOMMAIRE DU NUMERO 19 :

— Pour la création de comités de jeunes chômeurs.

— L'exploitation des jeunes travailleurs.

— Non aux brimades !

— Attention : insécurité !

— Un enseignement au rabais.